



ARGENTINE
Kirchner réélue dès le premier tour
Page B 3



CINÉMA
Le Tintin de Spielberg est un divertissement haletant et convaincant
Page B 10

LE MONDE

La révolution continue



FRANÇOIS BROUSSEAU

Passées en boucle sur Internet et sur certaines chaînes d'information continue, les images hideuses et indécentes de la fin du colonel Kadhafi à Syrte peuvent remplir de dégoût et de pessimisme l'observateur étranger qui s'interroge sur le devenir des soulèvements populaires inaugurés en Tunisie, il y a bientôt un an. Ou bien remplir d'aise ceux qui, de toute manière, n'ont jamais cru au Printemps arabe... sur l'air de «Je vous l'avais bien dit!»

Voilà la preuve, soutiendront-ils, que ce soulèvement n'a rien de démocratique. La meute beuglante et sadique qui a lynché Mouammar el-Kadhafi était mue bien davantage par une envie de vengeance et de gloriole que par un désir de justice ou de liberté.

Sans compter le fait que toute cette révolte libyenne, pour authentique qu'elle ait été à ses débuts, a reçu le cadeau empoisonné d'une intervention étrangère ambiguë, ballottée entre l'impératif humanitaire (sauver Benghazi, à la fin mars, d'un massacre explicitement annoncé par le tyran: tragédie effectivement évitée), le calcul d'intérêts des Occidentaux... et les effets pervers de toute guerre.

Pour autant, il serait stupide de déduire de ces images un quelconque dénouement fatal, une suite obligée des péripéties libyennes vers le chaos, une nouvelle dictature ou la réimposition de «l'impérialisme occidental». Benito Mussolini en 1945, Nicolae Ceausescu en 1989, et d'autres, ont connu des fins horribles mettant en scène des foules déchaînées ou de fourbes dirigeants révolutionnaires... sans pour autant empêcher une évolution démocratique ultérieure.

La violence insoutenable de ces épisodes de catharsis est souvent en relation directe avec la brutalité du régime déchu. Pour autant, et malgré leur côté répugnant, ils peuvent avoir l'avantage de «tourner la page» de façon nette et radicale. L'ombre d'un Kadhafi mort sera peut-être moins gênante que celle du fugitif éternel, du fantôme vivant qu'il menaçait de devenir.

À quelques centaines de kilomètres de Tripoli, c'est une tout autre image que nous donnait à voir, hier, la toute première de ces «révolutions arabes», en marche vers des lendemains incertains: l'image de foules attendant patiemment de voter, parfois une ou deux heures sous un soleil de plomb.

Les Tunisiens se sont déplacés en masse vers les bureaux de vote, avec au moins 70 % de participation selon les premières évaluations. Et leur civisme d'hier — du port de Bizerte jusqu'aux portes du Sahara — offrait un spectacle plus rassurant, en vérité, que les lynchages et la bravade des combattants libyens, piétinant le corps tuméfié de leur ancien tortionnaire aux cris de «Allah u Akbar!»

Pour autant, cette première élection libre et pacifique issue du Printemps arabe — remarquable et admirable en elle-même — n'en inquiète pas moins beaucoup de monde. Les mêmes qui se sont bouchés le nez devant le dernier épisode libyen... lèvent le nez sur les balbutiements démocratiques à Tunis ou lui prédisent des lendemains qui déchantent.

Pourquoi? D'abord parce qu'une simple procédure de vote, même réussie, ne fait pas une démocratie. Mais aussi, et plus précisément, parce que le résultat concret qui sera rendu public aujourd'hui — inconnu au moment d'écrire ces lignes — pourrait bien donner la victoire à ceux dont on dit qu'ils croient moins à la volonté des urnes... qu'à celle d'Allah tout-puissant.

À la veille de ce scrutin voué à la formation d'une Assemblée constituante, le parti islamiste Ennahda, longtemps interdit et persécuté sous la dictature Ben Ali, paraissait en effet le mieux placé, face à la myriade de listes indépendantes et de partis laïques, socialistes ou libéraux, pour dominer la future assemblée.

À 25 ou 30 % des 217 mandats électifs (hypothèse basse), ce serait déjà un vrai succès pour le groupe de Rached Ghannouchi. Mais s'il devait grimper à 40 ou 45 %, là, on pourrait parler d'un petit séisme en Tunisie et même au-delà.

VOIR PAGE B 2 : RÉVOLUTION



Drapeaux au vent, la proclamation de la «libération» de la Libye après 42 ans d'un régime dictatorial imposé par Mouammar al-Kadhafi, a été accueillie hier dans une ambiance euphorique à Misrata (photo) et un peu partout dans le pays.

Pour tourner la page

La Libye proclame sa libération

«Levez la tête, vous êtes un Libyen libre!»

Les nouvelles autorités libyennes ont proclamé hier la «libération» du pays, ouvrant la voie à la formation d'un gouvernement de transition après 42 ans d'un règne sans partage de Mouammar Kadhafi, tué jeudi à Syrte. Barack Obama a salué le début d'une «nouvelle ère de promesses», tout en se prononçant pour une «réconciliation nationale» après 40 ans d'une «dictature brutale» et huit mois d'un conflit «meurtrier».

Benghazi — Le Conseil national de transition (CNT) libyen a proclamé hier la libération du pays, trois jours après la mort de Mouammar Kadhafi, annonçant un avenir démocratique et se réjouissant de la disparition de l'ancien «guide».

Moustapha Abdeljalil le président de l'organe politique des ex-rebelles a commencé son discours par un rituel musulman et promis aux dizaines de milliers de personnes rassemblées à Benghazi (Est) de faire appliquer la charia (loi coranique).

«Tous les martyrs, les civils et l'armée attendaient ce moment. Mais ils sont désormais dans le meilleur des endroits [...], le paradis éternel», a dit Abdeljalil, suscitant les «youyou» d'une foule jubilatoire et agitant des drapeaux noir-rouge-vert de la révolution. Malgré les questionnements autour de la mort de Kadhafi jeudi — circonstances du décès, lieu de l'enterrement —, l'heure était à la joie sans réserve dimanche à Benghazi, berceau du soulèvement entamé il y a huit mois.

«Nous disons au monde entier que nous avons libéré notre pays bien-aimé, ses villes, ses villages, ses collines, ses montagnes, ses déserts et son ciel» a dit un responsable de l'armée en ouvrant la cérémonie. «Levez la tête, vous êtes un Libyen libre», a renchéri Abdel Haziz Ghoga, vice-président du CNT.

Abdeljalil, dont le manque de poigne inquiète, a appelé à la réconciliation nationale et à «l'oubli». «Nous devons débarrasser nos âmes de la haine et de la jalousie. C'est nécessaire au succès de la révolution et de la Libye future.» Le CNT a également promis que tous les traités et accords internationaux seraient respectés.

Poubelle de l'Histoire

L'avocat Abdelrahmane el Kissi a annoncé la création d'un ministère pour les victimes du conflit. «Nous sommes les Libyens. Nous l'avons montré qui nous sommes, toi le Pharaon des temps. Tu es tombé dans la poubelle de l'Histoire», a-t-il lancé. Mouammar Kadhafi a dominé la Libye d'une main de fer durant 42 ans.

L'annonce de la libération ouvre la voie à la for-

mation d'un gouvernement intérimaire et à l'organisation, dans un délai de quelques mois, d'un scrutin pour élire une assemblée constituante. L'objectif est d'instaurer de nouvelles institutions démocratiques en 2013.

La France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont été les premiers à rendre hommage au peuple libyen pour cette «libération» intervenue après huit mois d'insurrection armée.

Le premier ministre Stephen Harper, a également accueilli avec satisfaction «l'avènement de l'après-Kadhafi».

Forces kadhafistes présentes

La Libye n'est pourtant pas totalement libérée des forces kadhafistes. Elles restent présentes dans des enclaves des montagnes de l'Ouest, ainsi qu'autour de Tripoli et dans les environs de Ghadames, à la frontière algérienne. Mais, après avoir tergiversé lors de la chute de Tripoli, le CNT avait fait de la prise de Syrte la dernière condition à la déclaration de la «Libye libre». Syrte étant passée jeudi sous le contrôle des révolutionnaires, les nouvelles autorités peuvent désormais enclencher le processus politique établi ces derniers mois. Mahmoud Jibril, actuel numéro deux et président du comité exécutif, devait annoncer sa démission samedi. «Il faudra entre une semaine et un mois pour former un gouvernement provisoire», a-t-il déclaré hier. Une assemblée constituante de 200 membres sera ensuite formée avant l'organisation d'élections législatives et présidentielle dans environ 20 mois.

D'ici là, les Libyens devront reconstruire plusieurs villes d'un pays marqué par huit mois de guerre. A Misrata, 11 000 foyers et la plupart des bâtiments officiels ont été détruits durant le siège de la cité côtière par les forces loyalistes au printemps dernier. Dans l'ouest, la petite ville de Yeffren a vu la plupart de ses maisons frappées par des obus et des balles de mitrailleuses de gros calibre.

A Syrte, ville favorite de Mouammar al-Kadhafi, plusieurs quartiers ont, eux, été rasés durant les cinq semaines de combat. L'avenue menant des faubourgs ouest au centre ville offre une perspective rappelant celle de villes européennes bombardées durant la seconde guerre mondiale. Les façades des maisons sont comme découpées par les explosions de roquettes. Des immeubles se sont écroulés après avoir été visés par l'OTAN. Des voitures sont encastrées autour des rares poteaux électriques encore debout.

Les rues du quartier du bord de mer où étaient retranchés jusqu'à jeudi les forces kadhafistes restent encombrées de carcasses de bus et de pick-up carbonisés. De la fumée s'échappe de plu-

sieurs bâtiments surmontés de drapeaux verts, symboles de l'ancien régime. La plupart des maisons ont été mises à sac, les meubles renversés, la vaisselle brisée. Avec d'importantes ressources en hydrocarbures et une population relativement faible de six millions d'habitants, la Libye dispose des atouts pour devenir un pays prospère. Elle est cependant traversée de rivalités régionales et tribales qui alimentent les craintes sur la viabilité du processus de transition.

Transition

Les nouveaux dirigeants libyens ont une «opportunité très courte» de mettre de côté leurs différences pour lancer la période de transition sur de bonnes bases, a prévenu samedi le premier ministre par intérim, Mahmoud Djibril, en annonçant sa démission en raison de la fin officielle d'une guerre civile de huit mois contre le régime kadhafiste. La révolution a été accomplie par des brigades disparates et peu disciplinées représentant chacune une ville différente. Elles réclament désormais leur place au sein du futur pouvoir, notamment celles de Misrata et de Benghazi qui pensent avoir payé un lourd tribut pour le renversement de Mouammar Kadhafi.

«Il y aura des querelles entre les régions. Il y a Zentane et Misrata d'un côté et Benghazi et l'Est de l'autre» a dit à Reuters un commandant de Misrata.

Le sort à réserver au cadavre de Mouammar Kadhafi est lui-même un sujet de tensions entre les différents mouvements de la nouvelle Libye. Contrairement aux principes de l'islam, la dépouille du «guide» est exposée depuis vendredi à Misrata, dont les combattants se prévalent de la capture de l'ancien dirigeant jeudi aux abords de Syrte. Le corps a commencé à se décomposer. Ceux qui venaient le voir samedi à Misrata étaient obligés de se couvrir le visage avec un masque.

La famille en exil de Mouammar Kadhafi a réclame la restitution de son cadavre et de celui de son fils Moutassim. Des responsables du CNT souhaitent en revanche les enterrer dans un lieu tenu secret afin d'éviter de créer un lieu de pèlerinage.

Les habitants de Misrata n'en veulent pas sous leur ville. Le corps a été autopsié samedi dans une morgue de Misrata. Une source médicale a dit à Reuters que Mouammar Kadhafi avait succombé à une blessure par balle et qu'il avait été touché d'une balle dans la tête et d'une autre dans l'abdomen. La dépouille a ensuite été ramenée au vieux marché de Misrata, où des Libyens continuent de défiler.

Reuters, Agence France-Presse et Libération

GRAVELAUTO.COM  Les nouvelles Orlando et Sonic 2012 sont arrivées

Venez en faire l'essai dès aujourd'hui!

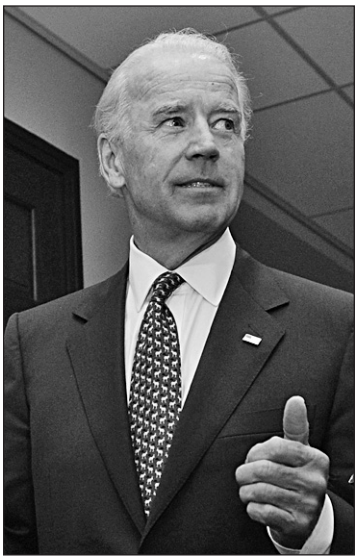
GRAVEL
CHEVROLET BUICK Cadillac GMC

ÎLE-DES-SOEURS
1000, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE 1 888 635-0476

EN BREF

Somalie: Clinton s'inquiète

Nairobi — L'ambassade américaine à Nairobi a mis en garde contre le risque d'attaques imminentes contre des étrangers au Kenya, en raison de «menaces» émanant des insurgés islamistes shebab, a déclaré hier la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton. «Nous avons reçu des menaces des shebab contre les Américains et les Occidentaux», a déclaré la chef de la diplomatie américaine, une semaine après le début de l'offensive militaire kényane contre les insurgés islamistes dans le sud somalien. Sans citer les shebab, l'ambassade américaine à Nairobi a fait état d'informations «crédibles» sur une «menace imminente d'attaques terroristes» contre d'importantes installations et zones du Kenya, «où les étrangers ont l'habitude de se réunir, tels que les centres commerciaux et les discothèques», selon un communiqué diffusé samedi par le département d'Etat à Washington. — AFP



Le premier ministre belge, Yves Leterme, hier, à Bruxelles.

GEORGES GOBET AGENCE FRANCE-PRESSE

chaleur aussi bien que pour ses gaffes mémorables, l'ancien sénateur du Delaware a apporté à la Maison-Blanche une expérience de 36 ans au Sénat américain. Son expertise internationale en tant qu'ancien président de la commission des Affaires étrangères au Sénat a été considérée comme un atout pendant la campagne électorale de 2008. «Maintenant, mon objectif numéro un est de faire réélire le président», a-t-il dit, ajoutant: «C'est l'objectif. Et je prendrai plus tard ma décision sur» le scrutin de 2016. — Reuters et AFP

Manifs au Maroc

Rabat — Des milliers de Marocains ont manifesté hier dans plusieurs villes du pays pour appeler au boycottage des élections législatives anticipées prévues en novembre dans le royaume. Le gouvernement issu de ce scrutin aura la tâche d'élaborer les textes d'application de la nouvelle Constitution, adoptée à une écrasante majorité lors d'un référendum organisé en juillet par le roi Mohammed VI en réaction aux revendications inspirées par le «printemps arabe». A Rabat, la capitale, un journaliste de Reuters a vu plusieurs dizaines de policiers anti-émeutes frapper à coups de pieds et de matraques des manifestants rassemblés devant le parlement à l'issue d'une marche ayant réuni environ 3000 personnes. Un élu de Casa-Blanca, le cœur économique du pays, a fait état d'une manifestation d'environ 8000 personnes. Plusieurs milliers de manifestants ont été signalés dans d'autres villes, notamment Fès et Tanger. — Reuters

Biden en 2016?

Washington — Le vice-président américain, Joe Biden, n'a pas exclu hier de se présenter à l'élection présidentielle de 2016 aux Etats-Unis. Dans une interview à la chaîne américaine CNN, Biden a déclaré qu'il dépensait toute son énergie en vue de la réélection du président américain Barack Obama lors de la présidentielle de 2012. Interrogé sur sa propre candidature à la Maison-Blanche, il a répondu: «Je ne suis fermé [à aucune hypothèse]». Biden, âgé de 68 ans, s'est présenté deux fois sans succès en 1987 et 2008 à l'investiture démocrate pour la présidentielle aux Etats-Unis. Connue pour sa

Mme Sarkozy sort de l'hôpital

Paris — Carla Bruni-Sarkozy et sa fille Giulia, née mercredi, ont quitté hier la maternité parisienne où l'épouse du président français avait accouché, a constaté un journaliste de l'AFP. Mme Bruni-Sarkozy est sortie en début d'après-midi de la clinique de La Muette à Paris, son bébé dans les bras, et a pénétré dans une voiture qui l'attendait. Nicolas Sarkozy, qui se trouvait hier à Bruxelles pour un sommet européen, avait rendu visite à trois reprises samedi à sa femme et à son bébé. — AFP

RÉVOLUTION

SUITE DE LA PAGE B 1

À l'«Allah u Akbar!» des tueurs de Kadhafi viendrait répondre un «Allah u Akbar!» silencieux, déposé au fond des urnes.

Et c'est ici que le cœur des Cassandre nous ramènera son «Je vous l'avais bien dit!» en nous expliquant que le soulèvement arabe ne pouvait, à la fin, que profiter aux islamistes. Pas si vite! rétorqueront les vrais connaisseurs de l'Histoire et de

ses ruses, qui refusent de sauter aux conclusions. La suite dans un prochain numéro...

François Brousseau est chroniqueur d'information internationale à Radio-Canada. On peut l'entendre tous les jours à l'émission *Désautels à la Première Chaîne radio* et lire ses textes à l'adresse <http://blogues.radio-canada.ca/correspondants>

Sudoku

par Fabien Savary

			4					
			3		7	6	8	
	8			2				
9	7							
			9		1	4		
	3	5	1	7				6
		3	6	2			1	
2				1			9	

Niveau de difficulté : DIFFICILE

1903

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 d'origine doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

2	4	3	6	8	7	9	5	1
5	9	7	2	4	1	8	6	3
8	1	6	3	9	5	4	7	2
7	2	5	4	6	8	3	1	9
4	3	1	7	2	9	6	8	5
9	6	8	1	5	3	7	2	4
1	7	2	9	3	6	5	4	8
6	8	9	5	1	4	2	3	7
3	5	4	8	7	2	1	9	6

1902

SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary. En exclusivité sur le site des Mordus www.les-mordus.com

Avec la fin de la crise

Les «barbus» belges attendent le prochain gouvernement

FABIEN DEGLISE

Bruxelles — Sortie de crise en Belgique. Alors que le visage du prochain gouvernement belge est toujours en formation, Gaëlle Huon, médecin de son état, attend avec impatience de retrouver celui de son mari, Jean-Marc Peterkenne, qui, depuis janvier dernier, disparaît jour après jour sous une énorme barbe noire.

C'est la faute de l'acteur Benoît Poelvoorde. A la télévision nationale, au cœur d'une crise politique sans précédent en Belgique, l'artiste engagé a lancé au début de l'année un appel un peu fou à ses contemporains mâles: faire la grève du rasoir tant et aussi longtemps que la Belgique ne se donnerait pas un gouvernement. Comme des milliers de Belges, Jean-Marc a pris le comique au mot pour revendiquer par la pilosité.

«C'était une façon humoristique d'exprimer mon mécontentement face à des partis politiques incapables d'arriver à un compromis, dit le Bruxellois assis au coin d'un feu de bois dans une maison d'un quartier populaire de la capitale belge. Au début, je croyais que ça allait durer trois mois, pas plus. Mais là, je sens de la pression venant de ma femme.» Plus pour très longtemps toutefois...

C'est que le jour du rasage approche. Le 10 octobre dernier, les principaux partis politiques au pays, guidés par le futur premier ministre, le président du parti socialiste Elio Di Rupo, sont arrivés en effet à un accord final sur la réforme de l'Etat, préalable à la formation d'un gouvernement fédéral que la Belgique n'a toujours pas réussi à se donner depuis les élections législatives du 13 juin 2010, faute d'entente entre les formations politiques élues. Quatre cent quatre-vingt-dix jours d'attente, un record mondial qui permet à la Belgique de détrôner l'Irak, placée après les dernières élections face à ce genre de vide gouvernemental...pendant 289 jours à peine.

Attablé dans un pub de la place Flagey où un cirque ambulancier s'est installé pour quelques jours, le chroniqueur politique Marcel Sel, auteur de plusieurs essais sur la politique belge sourit. «On parle d'un accord historique, mais ce qui est historique, ce n'est pas l'accord entre les partis, c'est le temps qu'il leur a fallu pour y arriver, lance-t-il. Au final, on se retrouve devant rien de très révolutionnaire, mais au moins, on a sauvé les meubles.»

Une impasse dangereuse

Il y avait péril en la demeure. Dans l'impasse, la Belgique commençait doucement, poussée par les radicaux flamands néerlandophones de droite, à flirter avec l'idée d'une scission territoriale entre les deux principales communautés, les Flamands et les Wallons.

La séparation laissait également planer un doute juridique sur le statut de Bruxelles, capitale cosmopolite de l'Europe, mais aussi de la Flandre, où 95 % des habitants communiquent pourtant avec l'administration publique en français plu-

tôt qu'en néerlandais.

Pis, le mandat du premier ministre sortant, Yves Leterme, condamné depuis près de 500 jours avec son gouvernement démissionnaire à assurer la gestion des affaires courantes faute d'un remplaçant, arrive à terme à la fin de l'année. L'homme, un politicien flamand de la famille des chrétiens-démocrates, rejoint en effet l'OCDE

«Pendant près de 500 jours, la Belgique n'a pas eu de gouvernement, mais le pays a tout de même continué à fonctionner sans heurt.»

ou il va occuper les fonctions de secrétaire général adjoint, ajoutant du coup de l'incertitude dans une équation qui n'en manquait jusque-là pas vraiment.

«Nous étions au bord du gouffre», reconnaît Marcel Sel en évoquant autant une opinion publique exprimant de plus en plus des signes de lassitude et de cynisme face à la crise qu'un contexte économique menaçant pour la Belgique. Le pays avait jusqu'à hier pour présenter lors du Sommet européen son budget pour 2012 dans lequel 10 à 12 milliards d'euros de compressions doivent être réalisés. Un projet aléatoire en situation de crise qui depuis plusieurs semaines fait planer le spectre d'un abaissement de la cote de crédit du pays dans une Europe passablement malmenée par quelques membres en perdition.

Dans ce contexte, l'entente soulage, mais ne fait sauter personne de joie en Belgique. «Il n'y a pas d'euphorie, dit derrière sa barbe Jean-Marc Peterkenne. Il y avait trop de lassitude. On hausse donc les épaules et on espère maintenant que l'on va passer à autre chose... dans une Belgique où la droite nationaliste et populiste flamande prend toujours plus d'ampleur et où la décentralisation des pouvoirs, même amenée à leurs extrêmes, peine toujours à répondre à leurs revendications.

«Les vrais problèmes de fond n'ont pas été résolus, dit Marcel Sel. C'est finalement comme un cancer. Là, nous sommes en rémission. Nous avons pansé le blessé en pensant qu'il va se rétablir. Mais lors des élections [municipales] de 2012 et [fédérales] de 2014, les mêmes dissensions devraient réapparaître.»

Une unité préservée

Dans son bureau du boulevard du Régent, Christos Doukeridis, ministre-président du gouvernement francophone bruxellois chargé du budget, de l'enseignement et du tourisme, ne partage pas ce pessimisme. L'homme, de la formation politique Ecolo, les verts belges, a participé aux négociations de l'entente du 10 octobre.

«La crise a duré beaucoup trop longtemps, mais on peut dire qu'elle est derrière nous, lance-t-il. L'accord a résolu les questions relatives à la répartition des pouvoirs en Belgique et donc a écarté la remise en question de la viabilité de la Belgique». Un thème fort chez les nationalistes flamands, qui, en alimentant la crise

actuelle en vue de forcer la division de la Belgique, ont finalement mis en relief la force de cette démocratie fédérale, croit M. Doukeridis.

«Pendant près de 500 jours, la Belgique n'a pas eu de gouvernement, mais le pays a continué tout de même à fonctionner sans heurt, dit-il. C'est bien la preuve que les institutions démocratiques que nous avons mises en place ici depuis plusieurs siècles sont saines et fonctionnent bien.»

L'avis n'est toutefois pas entièrement partagé en Flandre où la réforme de l'Etat, bien qu'amoindrisant le pouvoir du fédéral et augmentant l'autonomie des régions, comme les Flamands le souhaitent, est depuis quelques jours présentée comme «une solution temporaire» en attendant d'autres négociations. Chez les francophones, le même document de 75 pages est présenté comme une bouffée d'air... pour les dix prochaines années.

«Beaucoup de Flamands votent plus à droite et auraient préféré un premier ministre flamand, dit Steven Samyn chef de l'information politique au quotidien néerlandophone *De Morgen* dans les pages de l'hebdo *7 Dimanche*. Le parti socialiste n'a pas une bonne image en Flandre et Di Rupo devra améliorer son néerlandais, même s'il a déjà fait des efforts. Chaque premier ministre doit faire ses preuves, mais ce sera encore plus difficile pour lui.»

Gouvernement mosaïque

Le ton est donné. Il a aussi teinté les rencontres de la semaine dernière à Bruxelles entre les six partis politiques — une mosaïque qui représente forcément la Wallonie et la Flandre, mais aussi les valeurs de centre, de droite et de gauche — en vue de la formation du prochain gouvernement. Samedi, d'ailleurs, le président du Centre démocrate humaniste — les libéraux francophones —, Benoît Lutgen, a appelé à une accélération du processus de formation, demandant que les «dogmes» soient «laissés au vestiaire», afin que la Belgique se remette rapidement et politiquement en marche, d'ici au 10 novembre prochain, pas plus, espère-t-il.

Gaëlle Huon aussi l'espère, elle qui, dans le pic de la crise, lorsque la Belgique menaçait alors de se diviser, s'est sérieusement demandé ce qui allait alors arriver à la barbe de son mari. «J'ai eu peur qu'il soit obligé de la garder pour toujours, dit-elle en riant. Mais, aujourd'hui, je suis rassurée. D'ailleurs, comme il y a une réforme et que l'on est proche d'un gouvernement, je lui ai proposé d'en raser juste la moitié... rendant du coup le visage de son homme aussi incompréhensible que le visage démocratique de la Belgique qui, un jour, a fait dire à un homme politique du coin: «Si on vous a expliqué la situation politique en Belgique et que vous l'avez comprise, c'est qu'on vous l'a mal expliquée.»

Recul de la droite populiste en Suisse

PASCAL SCHMUCK

Zurich — Les électeurs suisses ont donné un coup d'arrêt hier aux ambitions de l'Union démocratique du Centre (UDC, droite populiste), principal parti de la Confédération helvétique, lors du premier tour des élections fédérales.

À l'issue des premières projections, l'UDC a perdu sept sièges, obtenant 26,8 % des voix contre 28,9 % en 2007.

Les électeurs suisses étaient appelés aux urnes pour renouveler leur parlement, soit 200 membres du Conseil national (Chambre basse) et 45 des 46 membres du Conseil des Etats (Chambre haute).

Le nouveau Parlement sera chargé d'élire le 14 décembre les sept membres composant le Conseil fédéral qui exerce en Suisse le pouvoir exécutif.

Au terme d'une campagne où les questions européennes ont été soigneusement escamotées à l'heure où l'Union Européenne fait face à une crise de la dette souveraine, ce premier tour a fait mentir les sondages qui accordaient à l'UDC le statut de grand favori.

Christoph Blocher, ancien conseiller fédéral et vice-président de l'UDC, n'a pas réussi à conquérir un siège au Conseil des Etats et est arrivé en troisième position derrière les deux candidats sortants.

Dans l'ensemble, le parti populiste a enregistré un échec au Conseil des Etats, ne parvenant pas à faire élire ses ténors dès le premier tour, comme il en avait l'ambition.

L'UDC, qui avait obtenu 28,9 % des voix en 2007, échoue ainsi à atteindre le seuil historique de 30 % au Conseil national qui lui aurait permis de revendiquer un deuxième siège au Conseil fédéral.

Redistribution des cartes

Ces élections ont confirmé une large redistribution des cartes au centre de l'échiquier politique au bénéfice des petits partis nouvellement créés, le Parti Libéral-Radical (FDP) faisant figure d'autre victime avec la perte de quatre sièges.

«Les Suisses nous ont sanctionnés», a estimé son président Fulvio Pelli sur l'antenne de la Radio Télévision Suisse (RTS).

Symbole de la dérouté du centre-droit, Fulvio Pelli n'a lui-même pas été réélu au Tessin, la canton italophone de Suisse.

Autre parti en difficulté, les écologistes qui accusent la perte de sept sièges après une percée retentissante en 2007, l'effet dû à la catastrophe nucléaire de Fukushima s'étant estompé. Ils s'effacent derrière leurs rivaux du Parti des Verts Libéraux qui font figure de vainqueur de ce premier tour, tout comme le Parti Bourgeois-Démocratique (PBD).

Les Verts libéraux et le PBD, qui auraient tous deux gagné neuf sièges selon les premières projections, «bénéficient de l'attrait de la nouveauté et ils n'ont encore rien fait de mal», a affirmé le politologue Georg Lutz, du centre de compétences suisses en sciences sociales de l'Université de Lausanne.

Ces élections fédérales ne préfigurent pas encore l'élection à la mi-décembre du Conseil fédéral, qui sera d'autant plus ouverte que la ministre des Affaires étrangères, Micheline Calmy-Rey, a déjà annoncé qu'elle ne comptait pas se représenter.

L'incertitude s'est en revanche un peu atténuée sur la capacité de sa collègue des Finances, Eveline Widmer-Schlumpf, à conserver son siège alors que son PBD sort la tête haute de ce premier tour.

En revanche, le Parti Libéral-Radical peut désormais craindre pour la réélection de ses conseillers fédéraux, Johann Schneider-Amman au département fédéral de l'Economie et Didier Burkhalter au département fédéral de l'Intérieur.

Le Devoir

Reuters

LE MONDE

ETA: l'espoir d'un débat politique à armes égales

Les dirigeants européens ont exprimé hier leur «grande satisfaction» après l'annonce historique de la fin de plus de 40 ans de lutte armée de l'organisation séparatiste basque ETA et ont salué «une victoire de la démocratie et de la liberté en Espagne et dans toute l'Union européenne». L'ETA a annoncé vendredi qu'elle mettait fin à sa lutte armée pour l'indépendance du Pays basque, sans mentionner ni la dissolution du groupe ni le sort des victimes.

ÉLODIE CUZIN

Bilbao — Pour ceux qui ont longtemps dû vivre sous la protection de gardes du corps comme pour les indépendantistes radicaux, la fin de la lutte armée de l'ETA ouvre un nouveau chapitre. Les premiers rêvent d'un quotidien libéré de la menace et les autres, d'avancées politiques.

«Nous leur avons ôté les bombes. À partir d'aujourd'hui nous devons leur ôter les votes grâce à la force de la démocratie», a lancé samedi à Saint-Sébastien le candidat socialiste aux législatives du 20 novembre, Alfredo Perez Rubalcaba, devant un auditoire de militants basques de son parti, pour beaucoup menacés directement pendant des années par l'ETA.

Emu aux larmes par le souvenir des disparus, l'ancien ministre de l'Intérieur fêta ainsi l'annonce de la fin de la violence, tout en reconnaissant le poids électoral potentiel des partis indépendantistes radicaux basques qui ont officiellement commencé à se distancier du groupe armé il y a un an et demi, après 40 ans de lutte.

Comme pour illustrer ses propos, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé le même jour dans l'autre grande ville basque, Bilbao, pour réclamer l'indépendance et l'annulation des prisonniers de l'ETA. Un énorme cortège en guise de démonstration de force pour l'ancien bras politique du groupe armé à qui la fin de la violence semble avoir donné des ailes.

Dans les urnes

L'annonce de l'ETA aura «un effet dans les urnes», assure, confiant, Felix Markaida, 50 ans, qui accompagne tranquillement la marche.

Selon cet avocat au discours posé, la nouvelle coalition indépendantiste Amaiur, alliant les partis Aralar, Eusko Alkartasuna, Alternatiba et des candidats issus de l'ancienne Batasuna, illégale depuis 2003, obtiendra en effet «un bon résultat» aux législatives.

«Il faut aller réclamer nos droits là où ils sont débattus», poursuit-il.

«Si l'Espagne est une vraie démocratie, alors il faudra reconnaître à Euskal Herria (le Pays basque revendiqué par les indépendantistes radicaux et incluant trois provinces françaises et la Navarre) le droit de décider de son avenir à travers un référendum», conclut-il.

Après avoir frappé fort aux élections municipales de mai, les indépendantistes radicaux pourraient gagner jusqu'à quatre sièges au Congrès des députés, à Madrid, selon les sondages publiés avant l'annonce de l'ETA. Leur victoire pourrait donc être encore plus large.

Mais la revendication immédiate de la foule de manifestants concernait la situation des prisonniers. «Leur rapprochement [dans les prisons basques] est important pour pouvoir normaliser la situation», explique Pilar Garcia de la Torre, 51 ans. Le retour à la normale occupe aussi une large part des propos de Joseba Markaida, 57 ans, mais pas pour les mêmes raisons.

«Je me sens libéré», lance le porte-parole des socialistes de la petite municipalité de Berango, qui vit depuis dix ans protégé par ses deux gardes du corps comme des centaines d'élus basques.

«Les seuls pour qui la vie va changer, c'est nous: les menacés, les exilés, les rackettés, environ 5 % de la population du Pays basque... Et les victimes à qui l'on va rendre une justice réparatrice», précise-t-il.

Depuis le salon cosu de son grand appartement de Getxo, Enrique Portocarrero, 56 ans, directeur général du Cercle des chefs d'entreprises basques, réunissant 70 dirigeants de grandes sociétés ayant vécu comme lui sous la menace, assure que «la chappe de plomb qui pesait sur le Pays basque a disparu».

«Je pense sincèrement que tout ceci est terminé», indique-t-il pudiquement faisant allusion aux «quatre ou cinq» voitures piégées qui ont explosé sous ses fenêtres depuis 2000 et aux menaces de mort, avant de conclure prudemment:

«Mais la crédibilité de l'ETA est inexistante. Il faudra donc s'en assurer avec le temps.»

Agence France-Presse



ANDER GILLENAGA AGENCE FRANCE-PRESSE
«Indépendance»: dans une rue d'Arbizu, hier, au Pays basque espagnol.

Présidentielle argentine

Kirchner réélue dès le premier tour

C'est un «raz-de-marée de Cristina»

Buenos Aires — La présidente argentine, Cristina Kirchner, a été réélue hier dès le premier tour de l'élection présidentielle avec un écart historique sur son principal rival, Hermes Binner, ont annoncé plusieurs chaînes de télévision après la fermeture du scrutin.

«Raz-de-marée de Cristina», «Différence historique avec son principal rival», «Cristina 55 %, Binner 13 %», «Le kirchnerisme [au pouvoir] pense qu'il atteindra 55 %», titraient les chaînes de télévisions, citant des premiers chiffres non officiels. Pour être élue au premier tour, Mme Kirchner devait obtenir soit plus de 45 % des voix, soit plus de 40 % avec une avance de plus de 10 points sur son principal rival.

Les classes populaires, électoral traditionnel du péronisme, sont acquises à Mme Kirchner, mais aussi une bonne partie des classes moyennes, voire des cadres supérieurs qui misent sur la stabilité économique.

Cristina Fernandez Kirchner a voté dans sa province de Santa Cruz, dans le Sud, embrassant quelques un de ses nombreux partisans.

S'exprimant brièvement devant les journalistes, elle a défendu sa politique économique en période de crise mondiale: «Quand on voit ce qui se passe dans le monde, on peut être fier de l'Argentine.»

Lors de la campagne électorale, Cristina Fernandez Kirchner a promis de poursuivre sa politique interventionniste et de maintenir les nombreuses subventions accordées aux familles défavorisées, comme des réductions dans le transport et dans l'énergie. «Je n'aime pas le style politique de Cristina mais grâce à elle j'ai pu prendre ma retraite. J'ai voté pour elle en signe de gratitude», a dit Anna Rossi, 74 ans, après avoir voté dans un bureau de vote de la banlieue de Buenos Aires.

Troisième économie latino-américaine

Quelques mois après avoir pris les rênes de la troisième économie d'Amérique latine en décembre 2007, Cristina Fernandez Kirchner a dû affronter la colère des agriculteurs, dans un bras de fer concernant la hausse des taxes sur les exportations de soja qui a fait dégringoler sa popularité à 20 %. Beaucoup pensaient alors que les jours du «kirchnerisme», dernier avatar du péronisme, étaient comptés. D'autant qu'une sévère défaite lors des élections de mi-mandat lui a fait perdre le contrôle du congrès.

À la mort de son époux, en octobre 2010, des rumeurs disaient même Cristina Fernandez sur le point de quitter la vie politique. Nestor Kirchner, son prédécesseur à la Casa Rosa, la résidence de la



ANDRES STAPFF REUTERS

Cristina Kirchner hier à Santa Cruz, sa province

présidence argentine, était son principal conseiller politique et, pour beaucoup, le vrai leader du pays.

Mais c'était mal connaître le solide tempérament de cette avocate originaire de Patagonie, la province la plus méridionale du pays. La popularité de la «viuda» (la veuve) a rebondi après les funérailles nationales de son mari, qui ont bouleversé le pays.

Cristina Fernandez, qui porte toujours le deuil, impressionne par sa stature et son courage.

«Je suis habituée aux situations de tension extrême et à ne pas perdre mon calme. Mon seuil de résistance à la pression est très élevé», a-t-elle confié lors d'une interview pour le livre *La Presidenta* (la présidente). «Jamais je n'ai voulu être candidate. Jamais. Ni comme présidente, ni comme sénatrice, ni comme députée. Ils ont toujours dû me convaincre.»

Il faut également rechercher les raisons de son soutien populaire élevé du côté de l'économie — la croissance atteindra 8 % cette année, le chômage est à son plus bas niveau depuis vingt ans, la

confiance des ménages à un plus haut historique — et des divisions de l'opposition.

Elle applique une politique interventionniste — contrôle des prix, quotas agricoles, financement de la dette par une partie des réserves de la banque centrale — qui lui vaut l'animosité de Wall Street.

Mais cette présence de l'Etat dans la vie économique rassure une partie des Argentins, encore traumatisés par la «banqueroute» du pays dans les années 2001-2002, après des années de libéralisme forcené comme lors de la présidence de Carlos Menem. Les principales critiques de ses détracteurs visent sa façon de gouverner et la forte inflation, qui atteindra plus de 25 % selon certains économistes. Une chute des cours du soja, «l'or vert» de l'Argentine, ou un ralentissement de la croissance du Brésil pourraient également mettre en péril les fondements du «kirchnerisme».

Reuters et Agence France-Presse

De jeunes Tunisiens déçus de la révolution

MARIA MALAGARDIS

Tunis — Tunisie, année zéro: en se rendant hier massivement aux urnes, les Tunisiens ont définitivement tourné la page du passé. Dans les files d'attente devant les bureaux de vote, il y avait du soulagement, une joie inconsciente. Mais plus personne ne s'attardait à évoquer le régime déchu. C'est fini, ils en sont persuadés: Ben Ali ne reviendra pas, il ne fait plus peur. La révolution du jasmin n'a pourtant que dix mois, la démocratisation n'est pas achevée. Mais le vote d'hier a consacré le succès de la période de transition, née d'une révolte que personne n'avait anticipée. Une révolution sans leaders a accouché d'une démocratie pluraliste. Pourquoi ne pas s'en réjouir?

Rached el-Arbi aurait dû lui aussi participer à ce vote historique. Cette élection, c'est un peu grâce à lui qu'elle a eu lieu. Le 13 janvier, cet étudiant de 21 ans était en première ligne des manifestations contre le président Ben Ali. Dès le lendemain, le régime s'effondre. Mais dix mois plus tard, Rached a passé la journée du vote allongé sur un matelas dans un local associatif au centre de Tunis. Dans ce dortoir improvisé, cinq jeunes hommes au regard fiévreux sont alignés à ses côtés. Tous, comme Rached, ont entamé mardi une grève de la faim.

Balles

Un geste désespéré qui fait des émules. À travers le pays, ils seraient ainsi une centaine à refuser désormais de s'alimenter. Les derniers à avoir rejoint le mouvement, samedi, sont une quinzaine de jeunes de Thala, une ville de l'ouest tunisien qui a connu de violents affrontements quand le pays a basculé. La révolution, ils l'ont portée. Elle a brisé leur jeunesse. Ils étaient en tête des cortèges, ils sont tombés sous les balles des policiers. Ils ont survécu, mais sans jamais recevoir aucun honneur ni aucune attention pour leurs vies diminuées.

Rached ne marchera plus. Il est désormais paralysé et doit subir l'humiliation de porter des couches que sa mère doit changer. De multiples infections menacent sa santé.

Malgré de vagues promesses officielles, aucun soin ne lui a été offert, ni à lui ni à aucun de ses camarades d'infortune. L'un d'eux, Wael, un grand jeune homme très pâle de 19 ans, porte un pantalon dont la moitié flotte comme un chiffon: il a été amputé. Mal. Son état s'aggrave et il sombre régulièrement dans un semi-coma. «Tout ce qu'on demande, c'est qu'ils soient admis à l'hôpital militaire. Ils ont été mal soignés. Puis on les a renvoyés chez eux. Ce n'est pas grand-chose de les prendre à l'hôpital! Alors, pourquoi?», interroge, d'une voix vibrante, Leila, la mère de Rached.

Elle raconte avec une émotion contenue, l'irruption du malheur dans le destin de la famille: «Depuis ce 13 janvier, notre vie est renversée, explique-t-elle. Avec mon mari et mes six autres enfants, nous essayons de le soulager, d'apaiser ses souffrances. Il faut de nouveaux médicaments, nous n'avons plus les moyens.»

«Refus»

Aucun des policiers qui a tiré sur eux n'a été arrêté. Jamais aucun membre des trois gouvernements transitoires n'est allé voir les jeunes blessés. Les partis politiques n'ont pas été plus solidaires. Les héros de la révolution ne sont pas un enjeu.

«C'est leur courage qui a permis la chute de Ben Ali. Mais la révolution a été confisquée par les partis et les élites du pays», souligne Ramzi Bettibi, un jeune blogueur du site collectif *Nawaat*, qui fait lui aussi la grève de la faim avec les jeunes blessés. Il enrage: «On les oublie, mais il semble qu'on veuille aussi les punir. Comment expliquer autrement ce refus obstiné de les soigner alors qu'on accueille gratuitement des blessés libyens?»

Jeudi, Rached s'est senti défaillir. On l'a conduit en urgence à l'hôpital. «Avant même de le prendre en charge, ils m'ont demandé de payer. Je leur ai rappelé que mon fils avait fait la révolution. Ils ont rigolé, en me lançant que la révolution, c'est du passé», raconte Leila. Ni les jeunes blessés ni leurs proches n'ont voulu voter hier.

Libération

BÉCHIR BETAIEB AGENCE FRANCE-PRESSE
Jeunes Tunisiens hier après avoir voté

KELD NAVNTOFT AGENCE FRANCE-PRESSE

Condoleezza Rice en 2008 à Copenhague

Condoleezza Rice avait menacé de partir

Washington — Condoleezza Rice confie dans son nouveau livre avoir menacé de quitter son poste de conseillère à la sécurité nationale de George W. Bush en raison de désaccords avec le vice-président Dick Cheney et d'autres responsables de l'administration, selon le *New York Times* d'hier.

Dans son livre à paraître la semaine prochaine *No Higher Honor: A Memoir of My Years in Washington*, celle qui devint par la suite chef de la diplomatie américaine écrit avoir menacé de démissionner quand l'équipe de sécurité nationale de George W. Bush s'était divisée sur le sort des détenus soupçonnés d'activités terroristes, l'Irak post-Saddam Hussein et le rôle que les Etats-Unis devaient y jouer.

En novembre 2001, écrit-elle dans ses mémoires, elle s'était plainte au président Bush après avoir appris que celui-ci avait publié, sans l'avoir consultée, un décret préparé par le conseiller de la Maison-Blanche Alberto Gonzales autorisant les tribunaux militaires d'exception.

«Si cela se reproduit, soit Gonzales, soit moi devons démissionner», écrit-elle rapportant ses remarques à Bush, qui s'était alors excusé, selon elle, ajoute le *New York Times*.

Avec le secrétaire d'Etat d'alors, Colin Powell, elle avait également demandé si le Pentagone déployait suffisamment de soldats en Irak pour maintenir la stabilité du pays.

«Nous savons maintenant que c'était une erreur et que le chaos après l'invasion a contribué à une dérive épouvantable vers des carnages inter-religieux au cours des trois années qui ont suivi», explique-t-elle.

Condoleezza Rice, qui était secrétaire d'Etat pendant le deuxième mandat de George W. Bush, s'opposait souvent à Dick Cheney et son équipe, qui étaient «vraiment d'un esprit ultra-va-t-en-guerre», écrit-elle encore.

Agence France-Presse

ÉTHIQUE ET RELIGIONS

Commission Charbonneau

Rarement a-t-on vu pareil cynisme d'un chef politique

JEAN-CLAUDE
LECLERC

Rarement au Québec un chef de gouvernement a-t-il fait montre, comme Jean Charest, d'autant de cynisme envers les institutions — y compris la justice — et les fournisseurs de l'État, voire son propre groupe politique. Chose non moins inquiétante, parmi ses mandarins, nul ne s'est opposé, quitte à démissionner, au simulacre d'enquête qu'il a jeté en pâture au peuple. Que reste-t-il donc, en haut lieu, de la conscience professionnelle, du respect du public et du souci de la réputation du Québec?

Quels conseillers, en effet, ont pris part à l'élaboration et à la validation du décret 1029 créant la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction? Fourberie, incompétence, pleutrelle? Comment a-t-on pensé leurrer les gens en inventant une formule qui, sous prétexte d'«enquêtes policières», n'allait ni blanchir les maires et entrepreneurs honnêtes ni démasquer les profiteurs des «stratagèmes» appréhendés?

Cour supérieure, Barreau du Québec, services de police ont failli tomber dans le piège. Mains juges n'ont pas été, il est vrai, dupes de la manœuvre, mais leur devoir de réserve les empêchait de la fustiger. Heureusement, juge retraitée de la Cour d'appel, Louise Otis était libre de déboucher cette commission «sur mesure». Elle l'a fait en termes clairs, à l'honneur de la magistrature.

«Si on m'avait donné le décret 1029, a-t-elle commenté, j'aurais tout de suite dit "mais ce n'est pas une commission d'enquête!". Les deux tiers des pouvoirs de la Loi sur les commissions d'enquête ont été émasculés.» Elle n'aurait pas présidé un «comité de recherche des faits». Car, dit-elle, il lui aurait été impossible d'accomplir la mission que les Québécois auraient attendue d'elle: «connaître le système qu'on dénonce et savoir s'il y a un moyen de le démanteler».

Certes, devant l'ampleur de la crise, le juge en chef, François Rolland, et sa collègue, France Charbonneau, ont pu céder au plan du gouvernement, qui prétendait ajouter aux moyens d'y remédier. Le même jour, le bâtonnier, Louis Masson, dans un premier commentaire, s'était lui aussi laissé entraîner dans la logique «complexe» choisie par le chef du gouvernement. Il fallait, a-t-on cru, mettre en œuvre «un ensemble de moyens».

«La commission d'enquête annoncée aujourd'hui, a d'abord déclaré Me Louis Masson, est l'un de ces moyens, mais il faut aussi compter sur le travail policier, sur de possibles révisions d'instrument juridiques, si ceux-ci s'avèrent nécessaires et sur la formation et la rétention des expertises dans le secteur public. Il n'y a pas de solution miracle, ajoutait-il. Eradiquer la collusion et la corruption demande la collaboration de tous.»

Or, deux jours après, le comité exécutif du Barreau rectifiait le tir.

«Au terme de notre première analyse, explique désormais son bâtonnier, nous ne pouvons avaliser complètement cette commission, puisque trop de questions demeurent en suspens. Le gouvernement a fait un pas important en acceptant de créer une commission d'enquête, il doit maintenant lui donner les moyens d'atteindre les résultats visés.» Ces précautions oratoires formulées, l'ordre des avocats attaque la principale mesure du décret 1029.

Il exprime de «vives inquiétudes» sur le fait que «cette commission ne puisse accorder d'immunités et qu'en conséquence, elle ne puisse contraindre à témoigner». Son communiqué en donne la raison: «Pour que les témoins n'aient pas peur de s'y présenter et de dire la vérité, il faut être en mesure de les contraindre à témoigner.» Qu'un premier ministre et un titulaire de la justice, avocats de surcroît, aient méconnu cette évidence en dit long sur la piètre conception qu'ils ont de leurs responsabilités.

La suspicion

Après avoir été contredit par la communauté juridique, puis par des organismes policiers, et avoir vu sa commission «sur mesure» rejetée par l'opinion publique, le chef libéral aura trouvé un ultime expédient. Devant 2000 congressistes libéraux auxquels lui-même et tout l'appareil du parti avaient invoqué l'empêchement juridique,



MATHIEU BÉLANGER REUTERS

Le premier ministre Jean Charest en conférence de presse la semaine dernière, au moment où il annonçait la création de la commission d'enquête présidée par le juge France Charbonneau.

le premier ministre promettait d'accorder à la commissaire France Charbonneau les pouvoirs qu'il lui interdisait la veille.

Ce développement aura été accueilli avec soulagement chez les militants libéraux. Mais entre-temps la suspicion du public à l'endroit du PLQ s'est répandue, tout comme s'est alourdie l'humiliation des maires, entrepreneurs, fonctionnaires, ingénieurs et autres professionnels, globalement suspects de complicité ou de complaisance avec des profiteurs aux mœurs mafieuses.

Ce désastre moral n'épargne presque aucun milieu, et de moins en moins d'institutions. Qu'un leadership aussi usé en soit à préparer des élections — plutôt que de laisser à d'autres Québécois la direction du gouvernement — dépasse l'entendement. Les libéraux ne comprennent-ils pas la réprobation sans appel, rarement vue au Québec, que les sondages laissent prévoir? Le PLQ craignait, dit-on, une enquête qui risquait d'entraîner sa disparition. Son sort paraît pour-

tant déjà scellé, avant même que la commission n'ait commencé.

Pire, le cabinet Charest a tellement laissé pourrir les choses qu'aucun autre parti politique n'est jugé capable, semble-t-il, de faire le nettoyage qui s'impose. La perte de confiance, en effet, n'épargne ni le Parti québécois, hier une équipe de gouvernement, ni Pauline Marois, sa chef. Quant au prochain parti censé naître de la Coalition pour l'avenir du Québec, en tête dans les sondages, il est loin encore d'obtenir l'appui d'une majorité.

Voilà le genre de crise qu'une société démocratique ne peut pas résoudre, sauf par des moyens exceptionnels. Ce remède ultime et douloureux, que la classe politique s'en accommode ou pas, porte un nom: commission d'enquête publique.

redaction@ledevoir.com

Jean-Claude Leclerc enseigne le journalisme à l'Université de Montréal.

VATICAN

Le pape canonise trois fondateurs d'ordres religieux

Cité du Vatican, Saint-Siège — Le pape Benoît XVI a canonisé hier le fondateur d'une société missionnaire, l'Italien Guido Maria Conforti, et deux fondateurs d'ordres très engagés sur le terrain social, l'Italien Luigi Guanella et l'Espagnole Bonifacia Rodriguez De Castro.

Ces trois nouveaux saints illustrent le principe selon lequel pour les chrétiens, «la charité envers les autres est aussi importante que l'amour envers Dieu», a indiqué le pape lors d'une messe solennelle à Saint-Pierre.

La cérémonie a été légèrement perturbée par un homme qui, une fois parvenu sur une terrasse surplombant la place, a mis le feu avec un allume-cigarière à une bible à couverture verte en secouant les pages enflammées, a constaté un photographe de l'AFP.

Les forces de sécurité ont fait se déplacer une partie des pèlerins massés dans cette partie de la place et ont ensui-



GIAMPIERO SPOSITO REUTERS

Le pape Benoît XVI a présidé hier, à Saint-Pierre-de-Rome, à la cérémonie de canonisation de trois fondateurs d'ordres religieux.

te convaincu le protestataire de descendre une fois la messe terminée.

Pendant la messe, Benoît XVI a rappelé l'histoire des trois nouveaux saints devant les membres de leurs ordres tandis qu'un chœur chantait sur

les marches de la basilique sous d'immenses portraits des protagonistes du jour.

Évêque, passionné par l'évangélisation des peuples lointains, Guido Maria Conforti, qui a vécu entre 1865 et 1931, a été à l'origine de la Congrégation de

saint François-Xavier pour les missions étrangères.

Les «Saveriani» sont aujourd'hui un ordre missionnaire présent dans le monde entier. La communauté se consacre dès la fin du XIX^e siècle à l'évangélisation en Chine et M^{re} Conforti s'y rendra en 1928.

M^{re} Conforti avait été béatifié par Jean Paul II en 1996, après la reconnaissance de la guérison d'une petite Burundaise atteinte d'un cancer incurable.

Luigi Guanella

Le plus célèbre des trois nouveaux saints est Luigi Guanella, proche des Salésiens et de son fondateur Don Bosco. Il a vécu de 1842 à 1915.

Il est vénéré en Italie pour son action pour les jeunes déshérités, particulièrement les malades mentaux. Le pape a salué sa mémoire estimant qu'il fut «compagnon et maître, reconfort et soulagement pour les plus pauvres et les plus faibles».

Le père Guanella fonda d'abord les Filles de Sainte-Marie de la Providence qui s'occupaient d'eux et des personnes abandonnées. Plus tard, il fondera la branche masculine, les Serviteurs de la charité avec les mêmes objectifs.

Dès sa mort, un culte populaire était né autour de lui. Il avait été béatifié par Paul VI en 1964.

Une Espagnole

La canonisation de l'Espagnole Bonifacia Rodriguez Castro (1837-1905) honore une religieuse très engagée sur le terrain social, pour une œuvre consacrée à donner une sécurité matérielle et un emploi artisanal à des femmes pauvres et marginalisées, et les protéger de la prostitution.

Béatifiée en 2003 par le pape polonais deux ans avant sa mort, cette femme de Salamanque, fille d'un tailleur modeste, ouvrière dès l'âge de quinze ans, est la fondatrice en

1874 de la Congrégation des Servantes de Saint-Joseph.

La congrégation est «née dans l'humilité et la simplicité de l'Évangile», a noté le pape, parlant de leur centre comme «une école de vie chrétienne».

Sainte Bonifacia avait transformé peu à peu son atelier en centre communautaire pour les travailleuses. Pour avoir proposé une forme de vie religieuse proche du monde du travail, elle sera en butte aux calomnies et à l'incompréhension de la hiérarchie de l'Église espagnole pendant une partie de sa vie. Son désir de voir sa congrégation reconnue par l'Église ne s'est réalisé qu'après sa mort.

Depuis le début de son pontificat, Benoît XVI a proclamé 34 nouveaux saints — un rythme plus lent que celui de Jean-Paul II. Ces trois canonisations portent à 37 le nombre de saints proclamés par le pape allemand.

Agence France-Press

Téléphone : 514 985-3322
Télécopieur : 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel :
petitesannonces@ledevoir.com

I · N · D · E · X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location

200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location

300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES
ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES

**DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00**

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 514-985-3322
Télécopieur: 514-985-3340
petitesannonces@ledevoir.com

Conditions de paiement : cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS MasterCard VISA

103
CONDOMINIUMS
ET COPROPRIÉTÉS

VERDUN - 8 min centre-ville
2.350 PC

Condo exécutif ou intergénération,
sur 2 étages, construction 2004,
100 000\$ d'inclusions, 524 000\$.
Richard Grenier 514 913-6918
Via capital Summit ctr. imm.

160
APPARTEMENTS ET
LOGEMENTS À LOUER

FACE AU PARC MOLSON
4 1/2, 2 pièces doubles. Très bien
entretenu, boiseries, vitraux, les
entrées, rangement. Libre. 810\$.
514-377-3745 / 450-467-1812

MÉTRO ROSEMONT (2 pas) 3 1/2
Neuf. Vue sur montagne, terr. Libre.
5 électros. 900\$ 514 717-7440

NDG - Spacieux 3 et 4 1/2
795\$-950\$ Chauffage, électros, pl.
bois, vue parc, ensolaillé, poss.
garage, balcon. 514-486-4875

PETITE-PATRIE - Métro Fabre
Charmant 4 1/2, r. de c., 1 c.c.
Entrée lav/sé, rangement, cour.
De Lanaudière près de Bélanger.
Non-Fum. Pas d'animaux.
900\$ Libre. 514 434-6465

160
APPARTEMENTS ET
LOGEMENTS À LOUER

DISCRIMINATION
INTERDITE

La Commission des droits de la
personne du Québec rappelle que
lorsqu'un logement est offert en lo-
cation (ou sous-location), toute per-
sonne disposée à payer le loyer et à
respecter le bail doit être traitée en
pleine égalité, sans distinction,
exclusion ou préférence fondée sur
la race, la couleur, le sexe, la gros-
sesse, l'orientation sexuelle, l'état
civil, l'âge du locataire ou de et à
ses enfants, la religion, les convic-
tions politiques, la langue, l'origine
ethnique ou nationale, la condition
sociale, le handicap ou l'utilisation
d'un moyen pour pallier ce handi-
cap.

160
APPARTEMENTS ET
LOGEMENTS À LOUER

POINTE-AUX-TREMBLES 5 1/2
45 min. du c.v. par l'express
Haut duplex, 1200 pc refait à neuf.
Foyer, stat. Rangement de 120 p.c.
1050\$ Libre 514 642-7943

163
OFFRE À PARTAGER

PETITE PATRIE - Gr. 6 1/2 neuf
Style condo, WiFi, balcon, terr. Pr.
marché J.-Talon et métro Beaubien
Pers. tranquille. Non Fum.
690\$ tt inclus. 514 497-5769

167
MEUBLÉS

BROMONT - Rez-de-jardin
de prestige dans un secteur
enchanté et tranquille,
idéale pour sportifs, à proximité :
ski bromont, spa balnéa, courtour,
champs et bien plus! 1 càc, lit
queen, 1 s/b douche, grand salon,
coin s/manger, grande terrasse
privée, garage intérieur disponible,
TV satellite, DVD, micro-onde,
grille pain four, frigo, cafetière, Wifi.
* Vous serez accueilli avec une
bouteille de mousseux
et des chocolats au frigo.
locationmanon@gmail.com

VIEUX-MONTRÉAL.
Propriétaires s'absentant pour
durée indéterminée cherchent
locataire responsable pour occuper
leur apt. 1,200 p.c. Tout compris.
Asc. Garage int. Prix raisonnable.
locatairedeconfiance@gmail.com

170
HORS FRONTIÈRES EUROPE
À LOUER

PARIS VII - XV Champ-de-Mars
Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08
T1 équipé, très ensolaillé. Sur jardin
Sem/mois 514 272-1803

176
CHALET À LOUER

BORD DU FLEUVE :
L'ISLET-SUR-MER
Condos de villégiature.
Location à la semaine.
1 888 845-8586 514 522-6229
oieblanchesurmer.com

MONT-TREMBLANT
Versant Nord. 1 km des pentes.
3 c.c., 2 s. de b. Janvier à avril.
5 000\$ + élec. + tél. Non-Fum.
Pas d'animaux. Pas de groupe.
514 731-8699 819 688-2603

301
ŒUVRES D'ART

ŒUVRES D'ART
à vendre
www.oeuvresdart.ca

307
LIVRES ET DISQUES

Librairie Bonheur d'Occasion
achète à domicile livres de qualité
en tout genre. 514 914-2142
4487 de la Roche/Mt-Royal

309
COLLECTIONS

TIMBRES ACHÈTE
Collection ou Accumulation.
514 775-8036

515
INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE
OU RALENTIT ?
Mise à jour et réparation
P.C., Mac et portables.
10 ans d'exp. Service à domicile.
514 573-7039 Julien

546
CARTOMANCIE, ASTROLOGIE

Clémence Médium de naissance
Don réel Flashes 5 minutes offertes
soit: 19\$/10 minutes +3,90\$/min
Jour & Nuit 514-416-4929

695
AUTOMOBILES

WESTFALIA 1989
Très bonne condition.
Conduite manuelle.
Jamais sorti l'hiver, 14 500\$.
514 277-2856

Don in memoriam
Un don de réconfort
et d'espoir

514 527-2194
1 877 336-4443
www.fcq.qc.ca

Fondation
québécoise
du cancer

Association québécoise
des troubles d'apprentissage

« J'ai bûché très fort pour
réussir mes études...
j'apprenais différemment! »

www.aqeta.qc.ca

SOCIÉTÉ
QUÉBÉCOISE DE LA
SCHIZOPHRÉNIE

De l'information pour
comprendre, du soutien et de
l'entraide pour mieux vivre.

514 251.4000 poste 3400 / 1 866 888.2323
www.schizophrenie.qc.ca
info@schizophrenie.qc.ca

ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

Vertu ou masochisme ?

Les pays européens s'infligent une terrible rigueur budgétaire dans l'espoir qu'elle sera l'étincelle qui ranimera leurs économies anémiques, comme si cette austérité n'allait pas, d'abord, avoir pour effet de plomber encore plus la reprise, et comme si ce masochisme n'allait pas aussi nuire à l'économie mondiale tout entière.

Une théorie veut qu'un pays en récession ait recours à plus de dépenses publiques pour relancer l'économie. Paradoxalement, une autre théorie veut qu'un pays qui traverse des difficultés économiques, mais dont le gouvernement est lourdement endetté, doive non pas augmenter, mais réduire ses dépenses publiques afin d'assainir ses finances publiques, redonner confiance aux marchés et leur permettre de relancer eux-mêmes l'économie. On parle, dans ce deuxième cas, de l'effet « expansionniste de l'austérité fiscale ».

Le Canada aime bien servir aux autres son propre exemple en cette matière. Aux prises, dans les années 90, avec une dette galopante et la méfiance grandissante des investisseurs étrangers, raconte-t-il, il n'a pas hésité à s'imposer une discipline budgétaire de fer qui lui a permis, par la suite, de connaître la plus longue période de croissance ininterrompue de son histoire.

Forts des préceptes de la théorie économique et de tous ses beaux cas vécus, un grand nombre de pays, dont le Royaume-Uni, ont entrepris de s'administrer cette médecine de cheval dans l'espoir de redonner un peu de vigueur à leur économie. On se montre particulièrement zélé lorsqu'on impose cette recette aux autres, notamment en Grèce, où chaque geste d'aide des pays européens est précédé de nouvelles exigences en matière d'austérité. Or, plus on serre la vis, plus la situation se dégrade au lieu de s'améliorer. Comme la théorie ne peut pas se tromper, on serre la vis encore plus en se disant que c'est juste un mauvais moment à passer.

Trois économistes du Fonds monétaire international (FMI) ont accouché cet été d'une étude intitulée : « Austérité expansionniste : nouvelle preuve internationale ». On y apprend que la plupart des études précédentes étaient mal conçues et qu'en fait, des compressions budgétaires équivalant à 1 % du produit intérieur brut (PIB) se traduisent, au cours des deux années suivantes, non pas par des hausses, mais par une réduction de la consommation privée de 0,75 % et un déclin de 0,62 % de l'économie tout entière.

À bien y penser

À bien y repenser, il apparaît assez logique — toutes choses étant égales par ailleurs, comme disent les scientifiques — qu'une réduction des dépenses publiques puisse difficilement avoir pour effet de stimuler l'économie.

Les Canadiens sont également bien placés pour savoir que la situation dans laquelle ils se trouvaient dans les années 90 n'avait rien à voir avec celle des pays où sévit actuellement la crise de la dette souveraine. À l'époque du fameux déficit zéro, le Canada pouvait compter sur une reprise économique déjà bien engagée grâce à l'investissement des entreprises et aux consommateurs. Ses exportations étaient également en pleine ascension grâce à l'effet conjugué d'une devise dévaluée, de l'entrée en vigueur de l'ALENA et d'une économie mondiale en pleine croissance. Aujourd'hui, les pays européens ne peuvent compter ni sur une reprise intérieure, ni sur la dévaluation de leur monnaie nationale, qui n'existe plus, ni sur une forte croissance mondiale.

L'impatience que l'on a à ramener aussi bien l'économie que les finances publiques à la normale est étonnante compte tenu du fait que tout le monde sait qu'il faut toujours beaucoup plus de temps pour se remettre d'une crise économique provoquée par une crise financière, comme celle que l'on vient de traverser. Elle peut être politiquement et socialement suicidaire comme le montre la multiplication des expressions de colère populaire ces derniers mois.

Mais ce n'est pas tout, observait lundi dernier le chroniqueur Wolfgang Munchau dans le *Financial Times*. En jouant chacun la carte de l'austérité, les pays européens contribuent — par l'effet conjugué de leurs programmes de compressions — à déprimer encore plus l'immense marché qu'ils ont en commun et qui fonctionne largement comme une économie fermée. Ce que ces pays et leurs dirigeants — qui se crépent le chignon depuis le début de la crise grecque — ne comprennent pas, c'est qu'ils ne peuvent plus, collectivement, faire comme s'ils n'étaient pas tous dans le même bateau.

Cette prise de conscience est capitale pour les Européens, mais aussi pour les autres, poursuivait le commentateur. Après tout, l'Union européenne est la première économie mondiale. Si l'aveuglement et l'individualisme de ses pays membres la conduisent à sa perte, sa chute pourrait bien entraîner aussi celle des États-Unis, toujours fragiles, ainsi que des économies émergentes encore largement dépendantes des pays riches.

Cela explique pourquoi les sommets européens d'hier et de mercredi ont tellement occupé l'attention ces derniers jours et pourquoi les Européens auront de sérieux comptes à rendre au sommet du G20, la semaine prochaine, à Cannes. Mais cela n'explique pas pourquoi certains s'entêtent à exiger toujours plus d'austérité budgétaire d'économies en panne.

Bruxelles veut plus de « transparence » et de « morale » sur les marchés financiers

CLÉMENT LACOMBE

Ordres cachés, explosion du trading à la microseconde, spéculation sur les marchés de matières premières... Bruxelles s'attaque aux zones grises de la finance.

Quatre ans à peine après avoir provoqué un « big bang » sur les Bourses européennes, cassant le monopole national des opérateurs historiques, la Commission européenne révisé sa copie. La faute à des failles dans sa directive Marchés d'instruments financiers (MIF), entrée en vigueur en novembre 2007, mais aussi à l'ingéniosité, elle sans faille, du monde financier.

Il fallait « remettre les règles de transparence, de responsabilité, de morale là où elles avaient disparu : au service de l'économie réelle », a expliqué, jeudi dernier, Michel Barnier, le commissaire au marché intérieur, en présentant la nouvelle mouture de MIF.

Ce dispositif financier s'accompagne d'un régime de sanctions harmonisé en cas d'abus de marché.

En cassant le monopole des Bourses, la première directive MIF a engendré d'innombrables plates-formes d'échange alternatives, dont certaines, les dark pools, permettent d'échanger des actions dans l'opacité la plus totale. Selon les différents chiffres circulant, entre 17 % et 40 % des ordres de Bourse auraient disparu des écrans radars.

Ces échanges sous le tapis posent problème aux régulateurs, censés prévenir les risques, et affectent le mécanisme de formation des prix : « Il est devenu bien plus difficile de dire

telle action a tel cours aujourd'hui », note-t-on à Bruxelles.

Avec la nouvelle MIF, toutes les plates-formes seront soumises aux mêmes règles de transparence avant et après négociation : chacun devra dire qu'il est prêt à acheter telle action à tel prix, puis qu'il a vendu telle action à tel prix. « Toutes les plates-formes seront mises sur un pied d'égalité », résume Jean de Castries, directeur général du cabinet de conseil spécialisé Equinox Consulting.

Seules les opérations sur de très gros blocs d'actions, susceptibles d'affecter profondément les marchés, pourront continuer à se faire dans l'ombre.

Briders les robots

Ces automates, envoyant des ordres à la microseconde, sont sortis de l'ombre le 6 mai 2010, quand ils se sont subitement emballés, provoquant une chute de 10 % de l'indice Dow Jones en 10 minutes. En Europe, pas moins de 38 % des ordres étaient effectués en 2010 par des opérateurs de « trading à haute fréquence », contre 5 % en 2006, selon Tabb Group.

La nouvelle MIF obligera les opérateurs de trading à haute fréquence à s'enregistrer auprès des régulateurs et à avoir un système de « coupe-circuit » en cas d'emballage des marchés. Ils devront aussi respecter un ratio, pas encore défini, entre le nombre d'ordres lancés et ceux effectivement réalisés. Un moyen d'évi-

ter toute manipulation des marchés. « Plus de 90 % des ordres lancés sont annulés », note M. de Castries. Certains traders à haute fréquence peuvent lancer des milliers d'ordres pour sentir et orienter le marché, puis les annuler afin de profiter de la variation artificielle de cours qu'ils ont eux-mêmes créée.

Souvent critiqués, les opérateurs de trading à haute fréquence expliquent qu'ils apportent de la liquidité au marché, le rendant plus « efficient ». Pour que ce rôle soit vraiment respecté, la MIF leur imposera de toujours assurer un minimum de liquidité, quelles que soient les conditions.

Le président de la République Nicolas Sarkozy a fait du sujet une des priorités du G20. « Sur ce point, on développe considérablement l'arsenal législatif », juge-t-on à Bruxelles.

Après s'être enregistrés auprès des régulateurs, les intervenants sur les marchés de matières premières pourront se voir imposer de réduire leurs positions. Un moyen d'éviter un assèchement du marché pour faire monter les prix.

Le régulateur américain du secteur, la CFTC, vient d'adopter une position analogue, limitant les positions sur vingt-huit matières premières, du pétrole au blé en passant par le cacao. Plus moyen, dès lors, d'acheter la moitié du stock de cuivre de la Bourse de Londres comme l'a fait la banque JPMorgan fin 2010...

Le Monde



ÉRIC DESROSIERS



DANIEL GARCIA AFP

L'Argentine est le premier exportateur mondial de produits dérivés du soja et le troisième producteur mondial.

ARGENTINE

Une faillite oubliée grâce aux denrées alimentaires

La poule aux œufs d'or est le soja qui a atteint un prix record grâce à la demande mondiale

CHRISTINE LEGRAND

« Quand je vois les « indignés » en Grèce, leurs visages désespérés, il me semble revivre la débâcle de l'Argentine des années 2001 et 2002 », confie, à Buenos Aires, l'architecte Ana Lopez.

C'était il y a dix ans : la plus grave crise économique et sociale de l'histoire argentine avait plongé plus de la moitié des 37 millions de citoyens dans la pauvreté et le chaos.

Sans travail et après avoir perdu ses économies, englouties dans les banques, Ana Lopez était partie tenter sa chance à Madrid. Comme beaucoup de ses compatriotes, condamnés à l'époque à l'exil, Ana est, à 55 ans, de retour à Buenos Aires, avec son mari et ses deux enfants. La famille Lopez a dû fuir la crise en Espagne.

Avec un boom impressionnant de la construction, des tours ultramodernes qui poussent comme des champignons dans les moindres recoins de Buenos Aires et d'autres grandes villes du pays, le travail ne manque pas.

Le spectaculaire redressement de l'Argentine, depuis 2003, explique en grande partie la popularité de la présidente péroniste Cristina Fernandez de Kirchner. A 58 ans, elle vient de remporter, dès le premier tour, un nouveau mandat de quatre ans. Comme son mari, l'ex-président Nestor Kirchner (2003-2007), mort subitement le 27 octobre 2010, elle revendique un « modèle économique avec inclusion sociale ».

Le chômage a baissé de 25 % à 7 %, avec des millions d'emplois créés dans le bâtiment, l'industrie automobile et le tourisme. L'afflux de milliers de touristes rapporte autant de devises que les traditionnelles exportations de viande. La classe moyenne qui pratiquait le troc, il y a dix ans, se livre désormais à une consommation frénétique, achetant à crédit voitures, écrans plats, ordinateurs et téléphones portables.



DANIEL GARCIA AFP

Cristina Fernandez de Kirchner

Pour sortir de la crise, l'Argentine a eu la chance de bénéficier d'un contexte international favorable pour ses matières premières qui ont atteint des prix record, dopés par une extraordinaire demande alimentaire mondiale. D'où une croissance « à la chinoise », de près de 9 % depuis huit ans.

Les produits agricoles représentent 55 % des exportations. La poule aux œufs d'or est le soja. L'Argentine est le premier exportateur mondial de produits dérivés du soja et le troisième producteur mondial. La Chine est le principal client.

La « sojisation » du pays a métamorphosé la campagne : en été, c'est un monotone désert vert, et en hiver, à perte de vue, des terres grises, brûlées par les herbicides avant l'époque des semences. Près de 60 % des terres cultivées sont consacrées au soja transgénique, soit 19 millions d'hectares. Cinq ou six multinationales contrôlent 90 % des exportations sans se soucier des dangers d'une monoculture intensive.

La ruée vers « l'or vert » ne cesse de s'étendre. En 2000, il y avait 42 000 hectares de soja transgénique dans la fertile province de La Pampa, il y en a aujourd'hui 380 000 hectares. Et jusqu'en Patagonie, où le gouvernement de la province de Rio Negro a signé, cette année, un accord inédit avec une entreprise chinoise pour qu'elle sème 240 000 hectares de soja dans les vingt prochaines années.

55 millions de tonnes

La récolte de céréales a atteint 55 millions de tonnes en 2010, le gouvernement mise sur 160 millions en 2020. Des milliards en devises tombent dans les caisses de l'État qui prélève des taxes sur les exportations. Les salaires et les retraites ont été augmentés, les plans d'aide sociale se sont multipliés. Les transports publics sont subventionnés et bon marché. Mais ils sont dans un état déplorable. La manipulation des statistiques officielles empêche toute transparence. Exemple : le gouvernement avance le chiffre de 10 % d'inflation, mais les instituts privés parlent du double, voire du triple. Pour favoriser le développement de l'industrie, Mme Kirchner propose, d'ici à 2020, une réduction de 45 % des importations et la création de 1,5 million d'emplois.

Depuis 2008, l'Argentine est devenue un des pays les plus protectionnistes du monde. Il s'agit de favoriser l'industrie locale, mais aussi de garantir un excédent de la balance commerciale, seule façon d'obtenir des devises puisque le pays n'a toujours pas accès au financement international, faute d'avoir remboursé sa dette au Club de Paris.

Jusqu'à présent, la crise a épargné l'Argentine. Cette bonne santé pourrait se révéler un trompe-l'œil, car elle dépend du maintien des cours élevés des matières premières agricoles et de la demande mondiale, en particulier de la Chine.

Le Monde

CONVERGENCE

Critique de la faculté de juger

Un comité de sages repense le rôle des ombudsmans de la CBC et de Radio-Canada

STÉPHANE BAILLARGEON

Les surveillants aussi doivent être surveillés. Un groupe-conseil se penche donc sur le rôle des ombudsmans de la Société Radio-Canada (SRC) et de son pendant anglophone, la CBC. Le travail en cours depuis quelques mois cherche notamment à adapter la fonction aux nouvelles réalités des communications, selon les informations obtenues par *Le Devoir*.

La vieille définition de tâches date d'une bonne vingtaine d'années. Elle semble mal adaptée aux mutations technologiques et sociales favorisant la diffusion instantanée des nouvelles et la participation massive des auditeurs sur toutes les plateformes.

«Le travail a été lancé cet été, explique par courriel Angus McKinnon, chef des relations avec les médias de la société d'État. L'examen vise à déterminer si le mandat des ombudsmans devrait être mis à jour et modernisé pour refléter les réalités actuelles du radiodiffuseur public. Plus précisément, l'examen permettra d'étudier les défis soulevés par la croissance des médias sociaux et d'Internet, ainsi que les répercussions sur les normes et pratiques journalistiques et sur les auditoires.»

Un juge d'honneur

Un ombudsman (le mot et la chose viennent de Suède) défend les intérêts du public au sein d'un organisme public. C'est un juge d'honneur, en fait, qui rend des décisions à la suite de plaintes.

La juridiction des ombudsmans de SRC-CBC s'étend à toute information diffusée sur les plateformes de la Société d'État. «Impartialité, indépendance», dit le mot d'ordre du gardien des Normes et pratiques journalistiques, une balise professionnelle révisée récemment.

Le titulaire de la fonction peut provenir de l'intérieur comme de l'extérieur de la boîte. Il est nommé pour un mandat de cinq ans, renouvelable. Après quoi, il ne peut occuper un autre emploi au sein de l'entreprise pendant deux ans.

La dernière ombudsman du service français, l'ex-journaliste Julie Miville-Dechêne, a quitté le poste cet été, après un quinquennat. Elle dirige maintenant le Conseil du statut de la femme. Étrangement, le site radio-canada.ca la présente encore clairement comme la titulaire, même si un hyperlien vers un texte intitulé «merci et au revoir» relaie ses



La dernière ombudsman du service français, l'ex-journaliste Julie Miville-Dechêne, a quitté le poste cet été, après un quinquennat. Elle dirige maintenant le Conseil du statut de la femme.

adieux au poste et à la maison. L'interim francophone est assuré par l'ombudsman de la CBC, Kirk Lapointe.

Grosses pointures

Le panel qui reconfigure la fonction est dirigé par la professeure Jodi White, ex-chef de cabinet de la première ministre Kim Campbell, ex-présidente du Forum des politiques publiques, maintenant professeure à l'Université Carleton. Elle n'a pas voulu accorder d'entrevue à *Devoir*.

Son groupe rassemble de grosses pointures: Vince Carlin, ancien ombudsman de la CBC; Peter Mansbridge, présentateur des nouvelles télévisées au Service anglais; Geneviève Rossier, directrice générale, Internet et Services numériques de la SRC; Pierre Trudel, titulaire de la chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique à l'Université de Montréal; Christopher Waddell, directeur de la chaire Carty sur le journalisme économique et financier, de l'Université Carleton.

Cette impressionnante composition semble éliminer la possibilité d'ingérence partisane. Néanmoins, l'examen du comité de sages se déroule dans un contexte tendu entre la Société d'État et le gouvernement, comme en témoignent les travaux en cours devant le comité permanent de l'accès à l'information de la Chambre des communes.

Les députés ont entendu des adversaires du diffuseur public se plaindre de son manque de transparence réputé. Pierre Karl Péladeau, président de Québec, a répété que ses médias devaient enquêter et demander des comptes. «Il est fort improbable

que Radio-Canada veuille faire enquête sur elle-même», a-t-il dit en ajoutant que «les autres médias» lui paraissent inféodés au géant d'État.

Un exemple à suivre

En tout cas, l'ombudsman actionne une mécanique d'autocritique. Marc-François Bernier, professeur de communication de l'université d'Ottawa, la connaît d'autant mieux qu'il a publié le seul livre universitaire sur cette fonction, *L'ombudsman de Radio-Canada: protéger des journalistes ou du public?* (PUL, 2005). Il a donc logiquement été appelé en consultation par le comité White. La rencontre a eu lieu à Montréal il y a quelques semaines.

«Le mandat demande à l'ombudsman de s'assurer du respect des normes et pratiques journalistiques. Dans le contexte québécois, c'est encore un exemple à donner aux autres groupes médiatiques», dit-il au *Devoir*, dans une entrevue téléphonique accordée avant la sortie publique de Pierre Karl Péladeau.

Le professeur Bernier a recommandé aux sages de resserrer ce mandat autour de l'essentiel. «L'ombudsman devrait se limiter à ceux qui font du journalisme. J'ai toujours eu un gros problème à le voir se mêler de la véracité d'une affirmation par un invité de Tout le monde en parle, par exemple. [...] On ne peut pas demander à tous les gens qui se pointent sur ce plateau, des artistes ou des médecins, de s'astreindre à des règles journalistiques. On ne peut pas non plus le demander à l'animateur. C'est un talk-show.»

Mélange des genres

L'ombudsman Kirk Lapointe vient de s'intéresser au passage

de Jacques Duchesneau, chef de l'Unité anticollusion, à cette émission du dimanche soir. Une plainte reçue dénonçait un flou présumé entre l'information et le divertissement, le «mélange des genres» quoi. Le jugement de M. Lapointe rappelle que les règles journalistiques ne s'appliquent pas à *Tout le monde en parle*, une émission de variétés. Il ajoute que M. Duchesneau a présenté de l'information factuelle et que Radio-Canada a ensuite diffusé «une grande variété de points de vue sur le sujet» dans l'ensemble de son réseau.

«En France, une chaîne de télévision a un médiateur de l'information et un médiateur de la programmation, poursuit le professeur. La séparation me semble intéressante et je l'ai dit [au groupe-conseil]. Radio-Canada pourrait l'adapter. L'ombudsman de la programmation pourrait prendre en compte certaines controverses, tandis que l'ombudsman de l'information ne s'occuperait que du secteur de l'information et des affaires publiques.»

Le professeur reste plus prudent sur la question des nouvelles technologies. Évidemment, le Web 2.0 décuple les réactions quasi instantanées du public. Seulement, le juge, lui, ne peut précipiter sa réflexion.

«Il faut se donner du temps pour mener des enquêtes méticuleuses, dit M. Bernier. Par contre, les nouveaux médias doivent donner plus de visibilité aux décisions. Julie Miville-Dechêne les a bien utilisés de cette manière, et il faut continuer dans cette voie.»

Courage

Le spécialiste salue aussi le courage de la dernière ombudsman du service français. «Je n'ai pas mis à jour mes études, mais j'ai suivi d'assez près ses décisions et elle m'a semblé la plus systématique des titulaires de la fonction. Quand elle prenait une décision, elle expliquait toujours sa démarche en citant les normes impliquées, ce que ne faisaient pas les autres auparavant. Elle était plus rigoureuse et plus critique, sans complaisance.»

D'où sa dernière recommandation pour bonifier le rôle de gardien des normes. Marc-François Bernier milite pour un mandat de cinq ans, non renouvelable, accordé à une personne recrutée à l'extérieur de la société et qui ne pourrait pas y rester après coup. «Il faut assurer le plus d'autonomie, d'indépendance et de crédibilité à cette fonction», conclut le spécialiste.

Le Devoir

MÉDIAS

La planète d'en bas

Un instant-monument pour amplifier le moment d'Al Jazeera English (AJE) qui le mérite tout plein. La chaîne d'information internationale a partagé le scoop (et les épouvantables images) de la mort de Moammar Kadhafi avec l'Agence France-Presse. Tant mieux et *choukran!* enfin, merci pour le relais de la nouvelle, pas pour le lynchage, si c'est bien le cas, on se comprend.

Il n'y a rien d'innocent. Comme on a parlé du «moment CNN» il y a vingt ans, au moment de la première guerre du Golf, on parle maintenant du «moment Al Jazeera» pour décrire la maturité affirmée de la chaîne avec sa couverture du «printemps arabe». AJE cumule 220 millions de foyers abonnés dans une centaine de pays. Elle emploie un millier de personnes d'une cinquantaine de nationalités.

Les terribles images du dictateur ensanglanté diffusées jeudi dernier ont été transmises par le reporter Tony Birtley. Il couvre la révolution en Libye depuis des mois. Il campait à Syrte, dernier fief du régime, assiégé depuis des semaines. C'est donc naturellement à lui qu'a été remis l'«instant-monument» capté par téléphone cellulaire.

«C'est notre approche générale», a résumé Osama Saeed, porteparole de la chaîne au magazine *TheWrap*, pour expliquer le maintien de la présence de ce journaliste sur le terrain. «Nous n'y allons pas nécessairement pour l'histoire hollywoodienne [...] Nous avons agi de la même manière en Égypte et en Tunisie. C'est notre philosophie du journalisme: certaines histoires importantes exigent une couverture soutenue.»

Bonne perspective!

D'ailleurs, ce média de référence couvre le monde entier de la même manière: les deux pieds bien plantés dans la poussière et la gadoue, la tête à l'écoute d'une multitude de penseurs et d'acteurs du monde. En tout cas, on y relaie une riche diversité de points de vue et les journalistes ne travaillent pas en visitant les «points chauds» en coup de vent. À ce propos, combien reste-t-il de correspondants québécois en Haïti maintenant, presque deux ans après la catastrophe?

On entend déjà la réplique: ah oui, mais cette chaîne a ses partis pris et ses marottes. Bien sûr, parfaitement. Comme tous les réseaux. Comme Fox News, mais en beaucoup plus ouvert sur la planète, surtout sur sa partie d'en bas.

La couverture de chevet d'AJE donne à penser sur la construction par nos médias d'un tiers-monde de clichés en général et d'un islam stéréotypé en particulier. Il y a des exceptions évidemment. Comme l'excellent webdocumentaire *Réfugiés oubliés: les Palestiniens au Liban*, réalisé par une équipe pour *radio-canada.ca*.

Seulement, la plupart du temps, entre les chroniques manichéennes et l'indifférence généralisée, c'est tout à la fois de l'incompréhension et du mépris qui se révèle. Il y a notamment une habitude prégnante à tout confondre, tout le temps, le fanatisme de certains fous d'Allah et le désarroi de beaucoup de musulmans.

Amalgame réducteur

Comparaison n'est pas raison. N'empêche, osons. C'est un peu comme si on amalgamait toute la religion chrétienne avec les curés violeurs d'enfants. Il est aussi toujours intrigant de voir les bien-pensants des médias s'en prendre constamment aux fondamentalismes religieux en oubliant ce que les fanatismes athées ont coûté en centaines de millions de cadavres et de vies brisées au cours du dernier siècle. Le militantisme anti-islamique médiatisé inverse parfois l'aveugle absurdité qu'il dénonce.

Evidemment, le danger totalitaire et liberticide existe là aussi. Peut-être même surtout là, maintenant. Dans cette partie dévastée du monde par l'obscurantisme, la dictature, la prédation, la gestion débile planifiée dans les officines nationales et internationales, bref, dans ces sociétés qui reproduisent et amplifient le pire des nôtres.

Il y a aussi très certainement des barbus cachés sous le voile à Montréal. Un procès vient d'ouvrir en Ontario à propos d'un présumé quadruple «meurtre d'honneur». En plus, l'Occident, y compris le Canada, mène une guerre stérile dans la région depuis dix ans.

Ce contexte pénible, pesant, hypertendu, devrait d'autant plus stimuler la vigilance médiatique, l'ouverture et l'écoute, la «patience du concept», comme le veut une formule de sage. On ne peut pas simplement réduire le tiers-monde ou l'islam à des explosions de violences hallucinées pour ensuite nier l'importance de tout le reste, de tout ce qui a mené finalement et que les médias ne nous aident pas assez à comprendre.

Le Devoir

À LA TÉLÉVISION

CANAL	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit	
SRC	Le Téléjournal 18 h		30 vies	Les Parent	L'auberge du chien noir / C'est ça la salsa!		La galère		Le Téléjournal sports	22h45 Nouv. sports	23h05 Kwivis et hommes / Piailli Courchesne-Laurier		0h05 Les lionnes	
TVA	TVA nouvelles	Le cercle	Survivre week-ends?	Occupation double	Yamaska		Toute la vérité		TVA nouvelles	22h45 Denis Lévesque		23h45 Le Match		
TQ	Kaboum / Le Splurge	Tactik / Fuis moi, je te suis	Légitime dépense	Tout le monde dehors	Planète science / Un homme presque parfait		21h05 Questions de société / Rire et mourir à Jérusalem		Mad Men / La hache de guerre		La une qui tue! / Vivre et mourir à Jérusalem		Une pilule, une p'tite granule	
V	Atomes crochus	Un souper presque parfait	Taxi payant	Rire et délire	CSI: NY / Morte d'effroi		Le mentaliste / Jane en danger		Opération Séduction	Un gars le soir	Dumont	Call TV		
RDI	RDI monde	RDI économie	24 heures en 60 minutes		Les grands reportages		Le Téléjournal RDI		RDI économie	Le National	Le Téléjournal	23h45 Sports	24 heures	
TV5	17h50 Champion	Journal FR	Caravane au Canada / Amqui		Secrets d'histoire		21h45 Suisse		Cuba, une odyssée africaine	Le National	Le monde bascule		12 heures	
D	Comédie Club Grand Rire		On a marché sur... / Pluton		Contact animal		[Les rois de l'évasion		Légendes Urbaines / La ruse	Grand Rire de Québec			Convoi extr.	
VIE	ByeMaison	Idées-grandeur	ByeMaison	Secret/style	Gardiennage agent double		Aïroldi-sortie		Décore ta vie	Michel Courtemanche			Enceinte	
MP	17h30 Palmarès		St-Catherine	Débat critique	L'autre Gala de l'ADISQ		L'index québécois		Benezra reçoit	Séduction 101			Ste-Catherine	
MX	Génération 70		90210 Beverly Hills		Grenade?		Dans le trouble		Buzz Mag	Derek			Musimag	
VRAK.TV	Les Simpson	Tom et Jerry	Bugs Bunny et Tweety		Spatalot	Passé/Casse	Les Simpson	American Dad	Family Guy	South Park	Les Simpson	Célibataire 30	American Dad	
RTF	17h00 Le 5 à 7 (D)		Hockey 360*		Planners de la Floride c. Canadiens de Montréal (D)		NCIS enquêtes spéciales		LMB Baseball St.L./Tex.			23h25 Joann Star dessine	Canadien	
HISTORIA	J'ai la mémoire qui tourne		Pawn Stars	Pawn Stars	Les 7 PêchésCapitiaux / Presse		NCIS enquêtes spéciales		Pilotes des glaces		Le Panthéon des tordus / César		Xena guerrière	
ARTV	Les belles histoires		Visite libre	Rumeurs	La liste		C'est juste de la TV		Xanadu					
SERIES+	C.S.I.: Les experts		C.S.I.: Miami	Dans l'engrenage	Heartland		Castle / Le dernier show		C.S.I.: Miami / Fin de contrat		Double vie de Jimmy / Le saut		Un, Dos, Tres	
ZTELE	La porte des étoiles		Les Nerdz	Comment...fait	Le complot		Le sanctuaire		Porte de l'univers Partie 1 de 2		Sales Jobs		Comment...fait	
C. SAVOIR	Science on	Enfants philo.	CursUS-sauce		Droit de savoir / Grand musée		Rallye autour du monde		Noms de Dieux		Ecole mini-psy		R-V CRCCF	
EVASION	D comme débrouille / Colombie Géant		Sur le pouce	Relief	Tank: Les grands combats		LES ROSEAUX SAUVAGES (1993)		Elodie Bouchez.		De gare en gare / Anvers		Sur le pouce	
TFO	Cinéma	18h20 CHEZ PORKY (1981) avec Mark Herrier, Dan Monahan.	17h05 NUMERO QUATRE	LA RAFLE (2010) avec Mélanie Laurent, Jean Reno.	CAMELOT LE CHEVALIER DE LA REINE (1967) avec David Hemmings, Vanessa Redgrave.		True Blood		LA LISTE (2011) Cuba Gooding Jr.		23h35 FUNKYTOWN (2010)			
SECRAN	La route Livingstone		Mères et filles		Planète Pub	Planète Pub	Mais qui a tué Maggie?		La route Phillipine		Papa blues			
Planète	Mémoire P	Mise à jour	Ma première Place des Arts		Le guide de l'auto		Le Lab	BoxeRock	Mise à jour		Le guide de l'auto		Mémoire P	
VOX	17h00 News	Coronation St.	Coronation St.	Jeopardy!	BattleBlades	InSecurity	Being Erica / Sins of the Father		CBC News: The National		22h55 News / 23h05 George S.		Coronation St.	
CBC	CTV News		eTalk	The Big Bang	Dancing With the Stars / Kristin Chenoweth		Castle / Demons		CTV National		CTV News		0h05 Daily Sh.	
CTV (Mont.)	Evening News	Global National	E.T. Canada	Ent. Tonight	Prime Suspect		House / Selfish / Alyson Stoner		Hawaii Five-0		News Final		0h05 ET	
GBL	Wild Kratts	Think Big	Time Team / Winckenby		The Agenda With Steve Paikin		Midsomer Murders / The Glitch		Ancient Worlds		The Agenda With Steve Paikin		Silk	
TVO	30 Rock	World News	ABC 22 Local	The Office	Dancing With the Stars / Kristin Chenoweth		Castle / Demons		ABC 22 Local		23h35 News		Jimmy Kimmel	
ABC	Channel 3 News		CBSNews	Jeopardy!	Wheel Fortune		The Sing-Off / Top 8 Groups: Hip-Hop Hits		The Cutting Edge		News		23h35 David Letterman	
CBS	Two and Half	Two and Half	The Big Bang Journal	Profile	Antiques Roadshow		Antiques Roadshow		History Detectives		Met-Mother Business		23h35 Tonight Show J. Leno	
NBC	Two and Half	Two and Half	PBS NewsHour		Antiques Roadshow		Antiques Roadshow		Lords of the Gourd		Castle / Demons		King of the Hill / American Dad	
FOX	CTV (Corn.)	News	PBS NewsHour		eTalk		The Big Bang		CTV National		Monster In		0h05 Daily Sh.	
PBS (33)	News	Business	Hoarders		Flashpoint / Collateral Damage		The Mentalist / Red Scare		Monster In		Flashpoint / Collateral Damage		Hoarders	
PBS (57)	CTV (Corn.)	News	Hoarders		Flashpoint / Collateral Damage		The Mentalist / Red Scare		Monster In		Flashpoint / Collateral Damage		Hoarders	
CTV (Corn.)	Hoarders		Flashpoint / Collateral Damage		Daily Planet		Prank Science / Auction Kings		Canada's Worst Driver		Daily Planet		The Mentalist	
AAE	Criminal Minds / Today I Do		Life After People / Holiday Hell		Endgame / Fearful Symmetry		Rookie Blue / Monster		Combat Hospital / On the Brink		Weeds		22h40 NCIS: Los Angeles	
BRavo	Cash Cab	How It's Made	Life After People / Holiday Hell		Endgame / Fearful Symmetry		Rookie Blue / Monster		Combat Hospital / On the Brink		Weeds		22h40 NCIS: Los Angeles	
DISCOVERY	Law & Order: UK / Denial		Monday Night Countdown (D)		LNF Football / Ravens de Baltimore c. Jaguars de Jacksonville (D)								SportsCentre	
HISTORY	Law & Order: UK / Denial		Monday Night Countdown (D)		LNF Football / Ravens de Baltimore c. Jaguars de Jacksonville (D)								SportsCentre	
SHOWCASE	Law & Order: UK / Denial		Monday Night Countdown (D)		LNF Football / Ravens de Baltimore c. Jaguars de Jacksonville (D)								SportsCentre	
TSN	10/24	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit

Classification des films: (1) Chef-d'œuvre — (2) Excellent — (3) Très bon — (4) Bon — (5) Passable — (6) Médiocre — (7) Minable

NOS CHOIX

CE SOIR

Geneviève Tremblay

PLANÈTE SCIENCE: HOMO TECHNOLOGICUS

Rarement peut-on s'infiltrer dans le monde hermétique des laboratoires, où se joue pourtant l'avenir de la science et, par conséquent, de l'homme. Ce documentaire intitulé — et avec raison — *Un homme presque parfait* enquête sur la fabrication d'un nouvel être humain «amélioré», à des années-lumière de nos ancêtres préhistoriques. Une question éthique qui mérite réflexion. *Télé-Québec, 20h*

MAIS QUI A TUÉ MARGARET THATCHER?

Seule femme première ministre qu'ait élue le Royaume-Uni, Margaret Thatcher est devenue, au cours des onze ans de son règne, une figure politique controversée. Par l'entremise d'entrevues avec les acteurs mêmes du «complot» de sa destitution, du 20 au 22 novembre 1990, William Karel nous offre un regard privilégié sur la fin politique brutale de la «Dame de fer», orchestrée par son propre parti. *Planète, 21h*

CUBA, UNE ODYSSEE AFRICAINE

Incrovable, mais vrai: plus de 500 000 Cubains ont foulé la terre africaine, dès les années 60, pour appuyer l'Afrique dans ses multiples luttes contre le colonialisme. Nelson Mandela lui-même a rendu visite à Fidel Castro à La Havane, en 1991, pour symboliser la gratitude de tout un continent. Première partie d'un film qui retrace cet engagement cubain. *TV5, 22h*

CULTURE

CONCERTS CLASSIQUES

La musique dans le ventre

ORCHESTRE MÉTROPOLITAIN

«Concert prestige». Wagner: Les Maîtres chanteurs (ouverture et air de Hans Sachs). La Walkyrie (Chevauchée des Walkyries, Adieux de Wotan et Incantation du feu). R. Strauss: Une symphonie alpestre. Bryn Terfel (baryton), Yannick Nézet-Séguin (direction). Maison symphonique de Montréal, dimanche 23 octobre 2011.

CHRISTOPHE HUSS

Musik im Bauch — Musique dans le ventre — est le titre d'une œuvre de Karlheinz Stockhausen. C'est aussi ce que l'on a ressenti en assistant au «concert de prestige» de l'Orchestre Métropolitain hier après-midi. Le talent majeur du chef québécois est de communiquer au public l'impression que ce qui est exprimé musicalement sur scène sort littéralement de ses tripes. Il y parvient même dans des œuvres — comme la *Symphonie alpestre* — qui sont encore, chez lui, au stade de maturation.

En tout cas, l'Orchestre Métropolitain a réussi son entrée à la Maison symphonique. Les deux programmes (Haydn-Mozart-Beethoven, jeudi et Wagner-Strauss, hier) s'adressaient directement au public et à sa quête de satisfaction esthétique et sonore; les discours furent sobres, habiles et dénués de forfanterie; les solutions dans le placement de l'orchestre sur

scène ont été d'emblée originales et intéressantes.

Enfin, et ce n'est pas la moindre prouesse, un acteur majeur du chant international était à l'affiche de ce concert de prestige. Inutile de préciser que, pour une «semaine inaugurale», entre Joshua Bell jouant du Glazounov et Bryn Terfel chantant du Wagner, le choix est vite fait: le Métropolitain l'a emporté sur l'OSM en matière d'affiche.

Entre deux répétitions de *Stegfried* au Met, le baryton gallois n'a pas été dépaycé de se remettre dans la peau de Wotan, qu'il a interprété avec une noble stature, une autorité jamais forcée et une projection à la hauteur des attentes. Belle surprise: Terfel et Nézet-Séguin ont ajouté la *Montée au Walhalla* (fin de *L'Or du Rhin*) au programme. Le chef a porté la voix de son soliste avec engagement et dès l'ouverture des *Maîtres chanteurs*, le placement des contrebasses en fond de scène s'est avéré efficace, même si le détachement des violoncelles à droite fait perdre de l'impact à l'axe de graves si efficace jeudi. Les cors, eux, déjà peu puissants, se sont retrouvés à gauche dans un espace acoustique à faible rendement. Il eût été astucieux de les faire lever dans les ultimes mesures de *L'Or du Rhin*.

Orchestralement, le Métropolitain a tenu le choc, malgré, notamment, un étrange dernier accord de *La Walkyrie* et des trompettes qui peinaient dans



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le chef québécois Yannick Nézet-Séguin et son Orchestre Métropolitain, hier, à la Maison symphonique pour son concert de prestige

la seconde moitié de la symphonie de Strauss.

La vision traditionnelle de la *Symphonie alpestre* consiste à faire succéder des peintures sonores de moments vécus. Plusieurs chefs, dont David Zin-

man et Kent Nagano, ont donné plus d'importance à la fluidité d'ensemble. Yannick Nézet-Séguin défend une option picturale et lyrique, parfois presque crémeuse, là où Nagano est la-cérant et aride. Chaque vision a

ses qualités. Celle de Nagano permet d'éviter quelques tunnels musicaux dans la montée de la montagne. Celle de Nézet-Séguin comprend notamment une fort menaçante préparation d'orage et une descente nourrie

par un généreux vibrato.

Le fait même que l'on compare les deux est déjà tout à l'honneur du chef québécois et de son orchestre en constants progrès.

Le Devoir

Pathétisme à fleur de peau

ORCHESTRE MARIINSKI

Tchaïkovski: Symphonies n° 1 «Réves d'hiver» et n° 6 «Pathétique». Direction: Valery Gergiev. Maison symphonique de Montréal, samedi 22 octobre 2011.

CHRISTOPHE HUSS

On attendait beaucoup de cette première visite dans la nouvelle salle d'un orchestre étranger invité, celui du Théâtre Mariinski de Saint-Petersbourg, sous la direction de Valery Gergiev.

Ce programme Tchaïkovski était à la fois inscrit dans les gènes des musiciens et dans les programmes de leurs tournées ces dernières années. Une intégrale des symphonies, enregistrée à Paris l'an passé, vient même d'être publiée en DVD.

Si donc, dans *Réves d'hiver*, il y avait tant de petits détails qui clochaient ou de transitions qui marchaient sur des œufs, c'est que, par nature, la direction du chef est aussi imprévisible que difficile à décoder. Lors d'un changement de rythme ou de thème, nul ne peut prédire — pas plus les musiciens que le public — quel va être l'élan ou, au

contraire, l'attentisme de la section musicale à venir. C'est ce perpétuel renouvellement, cette perpétuelle remise en cause des certitudes, qui fait le charme et les limites des interprétations de plus en plus théâtrales de Gergiev, qui a souligné les menaces sous-jacentes à la 1^{re} Symphonie.

À ce titre, la perception de chaque auditeur devient très relative à sa propre expérience, soit avec l'art du chef, soit avec les œuvres. Je ne doute pas que la *Pathétique* fut un grand coup au plexus pour de nombreux auditeurs, samedi. Pour ma part, après quinze années à suivre Gergiev dans cette œuvre, je trouve qu'il commence à sérieusement bousculer la partition.

Toute son interprétation repose sur l'opposition entre rébellion et introversion. La question est de savoir si l'ambitus de cette opposition est, ou n'est pas, surjoué. Et la question sans réponse (ou à réponse strictement individuelle) consiste à statuer s'il s'agit de communion fusionnelle avec le compositeur ou d'esbroufe orchestrale.

À chacun sa réponse, à cha-

cun, donc, sa critique. Mais quoi qu'on en pense, par rapport à ce qu'on a entendu samedi et qu'«Espace Musique» retransmettra le 28 novembre, la *Pathétique* de Gergiev reste une expérience unique, ne serait-ce que par les risques pris, la densité sonore brûlante du *Finale* ou le déchaînement orchestral dans le développement du premier volet. L'orchestre s'est illustré par des cors aux couleurs très distinctives — et au placement intéressant sur scène, près du fond —, par une clarinette aux attaques irréelles dans le premier mouvement, par un timbalier inspiré et par un engagement forcené des violoncelles.

Quant à la salle, le plafond en avait été relevé, sans incidence majeure sur la réverbération. Mais *quid* de l'impact, de la sensation réellement physique du son? Cette *Pathétique* aurait dû faire trembler les murs. Malgré l'évidente plus-value de la Maison symphonique sur Wilfrid Pelletier, elle est restée un beau spectacle qu'on observait confortablement.

Le Devoir

Musée des beaux-arts du Canada

Les Français à Rome

ANNE MICHAUD

Cet automne, le Musée des beaux-arts du Canada (MBAC) convie ses visiteurs à un voyage dans le temps dans la Rome du XVIII^e siècle, telle qu'elle fut vue par de jeunes artistes français.

À partir de la Renaissance, Rome a toujours constitué un pôle d'attraction important pour les artistes et les amateurs d'art européens. Les Français ne font pas exception et, à diverses époques, ils ont été nombreux à faire le voyage jusqu'à la Ville éternelle pour y découvrir les œuvres des grands maîtres italiens et de l'Antiquité. À compter de 1666, ces voyages d'études ont été facilités par la création de l'Académie de France à Rome, une institution qui existe encore, qui offrait alors des bourses de quatre ans appelées Grands Prix de Rome à des artistes issus de l'Académie royale de peinture et sculpture de Paris et choisis par concours.

Parmi les lauréats de ces bourses figurent de nombreux artistes qui marqueront subseqüemment leur époque par leur talent et leur esprit d'innovation, tels que Jacques-Louis David, François Boucher, Jean-Germain Drouais, Frédéric Desmaisons et Jean-Honoré Fragonard, pour ne nommer que ceux-là. L'enseignement que reçoivent ces jeunes artistes français est principalement fondé sur la copie des maîtres anciens et de l'Antiquité ainsi que sur l'étude sur le vif du paysage et du corps humain. Les œuvres produites, appelées «académies», doivent témoigner de leur acquisition progressive des techniques des grands maîtres, d'autant qu'elles sont régulièrement envoyées en France pour qu'on puisse suivre de là-bas les progrès accomplis.

Préparée en collaboration avec le Musée des beaux-arts de Caen, où elle sera présentée après son séjour à Ottawa, *Pour l'amour de l'art. Artistes et amateurs français à Rome au XVIII^e siècle* est la première exposition de grande envergure consacrée à la production artistique des jeunes artistes français du Siècle des lumières durant leurs séjours à Rome. On y explore aussi certains aspects du réseau social qu'ils ont pu y constituer en raison de la présence en Italie d'amateurs éclairés et de mécènes importants, dont notamment le marquis de Vandières, futur directeur des bâtiments du roi.

La très grande majorité des quelque 135 œuvres de l'exposition sont des dessins aux techniques variées, auxquels s'ajoutent quelques estampes et une douzaine de tableaux. Outre les 25 œuvres provenant de la collection du MBAC, dont des tableaux et dessins remarquables de Fragonard et Hubert Robert, les autres proviennent de grandes institutions américaines et européennes; quelques-unes n'ont jamais été montrées en Amérique du Nord auparavant et certaines sont présentées en exclusivité à Ottawa. L'exposition compte aussi des albums rares, exposés sous vitrine en raison de leur fragilité, qui peuvent être feuilletés virtuellement grâce à des écrans tactiles multitoûches.

Pour l'amour de l'art. Artistes et amateurs français à Rome au XVIII^e siècle est présentée au Musée des beaux-arts du Canada jusqu'au 2 janvier 2012. Pour en savoir davantage, rendez-vous sur le site www.beaux-arts.ca/pourlamourdelart/.

Collaboratrice du Devoir

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC

District de Québec
Dossier no.: 200-17-015250-111

COUR SUPÉRIEURE

Chambre civile
3091-1606 QUÉBEC INC.

Partie demanderesse

GILLES MARCOUX

JACQUES TRAHAN ET SYLVIE BOISJOLY

et PIERRE BELLEVANCE

et ROLLAND BEAUCHAMP ET JACQUELINE BEAUCHAMP

et GUY CHARRON

et MICHEL PERRON

et JEAN-PAUL AUBERTIN ET ROLANDE AUBERTIN

et LUC HAINEAULT ET DIANE HAINEAULT

et PARTICIA HOWIESON

et DIANE BISSON

et DOMINIQUE ROUGES

et JEAN-YVES POMMERLEAU

et ANTONIO CICCARELLO

et JEAN-GUY BOUTIN

et LUCIEN HUARD ET VÉRONIQUE BOISVERT

et PIERRE MOREAU ET JOHANNÉ BEAULIEU-MOREAU

Partie défenderesse

et L'OFFICIER DE LA PUBLICITÉ DES DROITS POUR LA CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE MONTMORÉNCY

Mise en cause

PAR ORDRE DU TRIBUNAL

ASSIGNATION (130 C.p.c.)

Avis est donné aux parties défenderesses, notamment à Antonio Ciccariello, Patricia Howieson, Lucien Huard, Véronique Boisvert, Jacqueline Beauchamp et Rolland Beauchamp, que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour supérieure du district de Québec, une requête introductive d'instance en radiation. Une copie de cette requête est à l'avis aux défendeurs ont été laissés à l'intention des parties défenderesses, au greffe du tribunal, au palais de justice de Québec, situé au 300 boulevard Jean-Lesage, salle 1.24, Québec G1K 8K6. Il est ordonné aux défendeurs de comparaître par écrit dans un délai de 30 jours de la publication de la présente ordonnance, audit palais de justice à la salle 1.24. À défaut de comparaître dans ce délai, un jugement par défaut pourra être rendu contre vous sans autre avis des l'expiration de ce délai.

Soyez aussi avisés que la requête introductive d'instance en radiation sera présentée pour décision devant le tribunal le 25 novembre 2011 à 9 h 00 en la salle 3.14 du palais de justice de Québec situé au 300, boulevard Jean Lesage, à Québec.

À Québec, le 20 octobre 2011

Renée Bellefleur, Greffier adjoint

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Dans l'affaire de la faillite de Serrurier M.V. Locksmith Inc. Avis est par les présentes donné que la faillite de Serrurier M.V. Locksmith Inc. dûment incorporé et ayant son siège social au 985 Tse Louis-Basile-Pigeon, Montréal, Québec est survenue le 20 octobre 2011 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 8 novembre 2011, à 9h00 au 4159, rue Bélanger, Montréal, dans la province de Québec. Daté ce 24^{ème} jour d'octobre 2011, à Montréal.

Julie Cataford, gacs

Nancy Couvrette Avocate Inc.

Procureurs de la demanderesse

155, rue St-Charles Ouest

Bureau 202

Longueuil, Québec

J4H 1C7

Tél.: 450-651-7575

Fax: 450-651-2772

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE LONGUEUIL

NO.: 505-12-036171-117

COUR SUPÉRIEURE

(Chambre de la famille)

VASILICA BOTAN

Demanderesse

SORIN MARINESCU

Défendeur

ASSIGNATION (Art. 139 C.p.c.)

PAR ORDRE DU TRIBUNAL:

Avis est donné au défendeur que la partie demanderesse a déposé aux greffes de la Cour Supérieure du district de Longueuil une requête introductive d'instance en divorce. Une copie de cette requête et de l'avis au défendeur ont été laissés à l'intention du défendeur, aux greffes du tribunal, au palais de Justice de Longueuil, situé au 1111,

boulevard Jacques-Cartier Est à Longueuil. Il est ordonné au défendeur de comparaître dans un délai de 20 jours de la publication de la présente ordonnance. À défaut de comparaître dans ce délai, un jugement par défaut pourra être rendu contre vous sans autre avis dès l'expiration de ce délai.

Soyez aussi avisés que la requête introductive d'instance sera présentée pour décision devant le tribunal le 9 décembre à 9:00 heures en la salle 1.17 du palais de justice de Longueuil.

LONGUEUIL, 21 OCT. 2011

Julie Cataford, gacs

Nancy Couvrette Avocate Inc.

Procureurs de la demanderesse

155, rue St-Charles Ouest

Bureau 202

Longueuil, Québec

J4H 1C7

Tél.: 450-651-7575

Fax: 450-651-2772

AVIS

À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES

HEURES DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du lundi: Réservations avant 12 h 00 le vendredi

Publications du mardi: Réservations avant 16 h 00 le vendredi

Tél.: 514-985-3344

Fax: 514-985-3340

Sur Internet: www.ledavoir.com/services-et-annonces/avis-publics

www.ledavoir.com/services-et-annonces/appeles-d-offres

Courriel: avisdev@ledavoir.com

Appel d'offres public

Arrondissement de Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce

Montréal

DIVISION AMÉNAGEMENT DES PARCS - ACTIFS IMMOBILIERS

Rénovations et réparations au chalet du parc MacDonald (Soumission no AO-DAI-11013-B)

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h, le 10 novembre 2011, au bureau Accès Montréal, 5160, boulevard Décarie, Rez-de-chaussée, Montréal (Québec), H3X 2H9. Les soumissions seront ouvertes publiquement immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

Renseignements: Amar Bensaci

Téléphone: (514) 872-9783

Pour être considérée, toute soumission devra être présentée sur les formulaires spécialement préparés à cette fin dans les enveloppes clairement identifiées.

Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 24 octobre 2011.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers les soumissionnaires.

Montréal, le 24 octobre 2011.

Le secrétaire d'arrondissement substitut

Julie Falardo-Boulet

Appel d'offres public

Arrondissement de Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce

Montréal

DIVISION AMÉNAGEMENT DES PARCS - ACTIFS IMMOBILIERS

Aménagement d'un nouveau jeu d'eau au parc Nelson Mandela (Soumission no AO-DAI-11012-C)

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 11 h, le 10 novembre 2011, au bureau Accès Montréal, 5160, boulevard Décarie, Rez-de-chaussée, Montréal (Québec), H3X 2H9. Les soumissions seront ouvertes publiquement immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

Renseignements: Amar Bensaci

Téléphone: (514) 872-9783

Pour être considérée, toute soumission devra être présentée sur les formulaires spécialement préparés à cette fin dans les enveloppes clairement identifiées.

Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 24 octobre 2011.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers les soumissionnaires.

Montréal, le 24 octobre 2011.

Le secrétaire d'arrondissement substitut,

Julie Falardo-Boulet

CULTURE

CINÉMA

De la ligne claire au pixel

Le *Tintin* de Spielberg est un divertissement familial haletant et convaincant

FABIEN DEGLISE

Bruxelles — La rencontre entre deux géants de la narration a bien eu lieu et elle est même scellée dans les premières minutes des *Aventures de Tintin: le secret de la Licorne*, la transposition du monde d'Hergé sur grand écran par Steven Spielberg. L'avant-première a eu lieu samedi dernier à Bruxelles en Belgique, là où le célèbre reporter à la houppe a vu le jour, dans le journal *Le Petit Vingtième* il y a plus de 80 ans.

La première scène, en forme d'hommage est séduisante: on y voit, dans une réplique parfaite du marché aux puces de la place du Jeu-de-Balle dans la capitale belge, un lieu fréquenté régulièrement de son vivant par le père du héros de bande dessinée, un jeune homme se faire tailler le portrait par un dessinateur de rue.

Sourire. C'est Hergé, version pixelisée, qui croque son modèle et lui présente après quelques minutes le fruit de son travail: le vrai visage de Tintin tel qu'on l'a toujours connu sur l'imprimé. Le clin d'œil est fort. Le relais est passé. L'aventure peut débuter.

De la ligne claire au pixel, Steven Spielberg signe avec ce premier opus en 3D un divertissement familial haletant et convaincant qui, pour la première fois, rend honneur à l'univers d'Hergé sur grand

écran. «*J'ai attendu, attendu et encore attendu que la technologie puisse rendre compte du travail d'Hergé à l'écran*», a résumé samedi le réalisateur en conférence de presse à Bruxelles. «*Je tenais à ce film, mais je ne disposais pas de la technologie pour le faire*».

Là où *Tintin et le mystère de la Toison d'or* (1961) et *Tintin et les oranges bleues* (1964), deux adaptations cinématographiques, ont échoué en essayant de donner de la chair et des os à des personnages du 9 art, Spielberg évite la dérive en passant par la technique de la capture de mouvement. Les personnages sont incarnés par des acteurs filmés avec des capteurs sur fond bleu. Leur aspect tout comme les décors sont ensuite générés par images de synthèse.

La magie opère

En 107 minutes, la magie opère avec un voyage dans le temps et la technologie, qui fait oublier rapidement sa mécanique numérisée pour exposer des scènes semblant sortir tout droit des cases qu'Hergé a imaginées dans son *Secret de la licorne* et son *Crabe au pince d'or*. Ces deux albums, sans lien entre eux, donnent vie à cette transposition qui ne respecte le scénario ni de l'un ni de l'autre tout en mariant habilement les deux.

Le rythme est soutenu, les citations nombreuses et précises autant dans l'environnement de



SOURCE PARAMOUNT

Une scène du film *Les Aventures de Tintin: le secret de la Licorne*, du réalisateur américain Steven Spielberg

la ville, les véhicules d'époque, les ambiances, tous magnifiés par Spielberg. Même Tintin, un visage vide sur papier, attachant parce que le lecteur y retrouve dedans ce qu'il y a projeté, franchit sans dégât la frontière des arts, du 9^e au 7^e, sous les traits numérisés et lénifiés du jeune acteur Jamie Bell.

En 1983, à la veuve d'Hergé, Spielberg — qui n'a jamais pu

rencontrer le fondateur de son nouveau succès — avait parlé de son rêve de faire de Tintin au cinéma un Indiana Jones pour enfants. Cette histoire de licorne fait passer le rêve dans la réalité au prix toutefois de quelques impératifs hollywoodiens qui risquent de faire sourire les fidèles de Tintin, pas forcément pour les bonnes raisons. On note ici cette poursui-

te finale improbable et démesurée, bien éloignée de la grammaire hergienne ou encore ce Gad Elmaleh, argument franco-phonie de la distribution, mis en gros plan sur le générique pour au final un minuscule rôle de figuration. Des peccadilles toutefois dans un tout redoutable pour les 7 à 77 ans et dont la version originale anglaise pourrait toutefois être troublante

pour ceux qui ont biberonné les aventures du reporter dans la langue de Molière. Les Dupont-Dupont ne peuvent pas s'appeler Thomson et Thompson! Et Milou surtout pas Snowy!

L'objet cinématographique sortira officiellement le 26 octobre partout en Europe et le 23 décembre en Amérique du Nord.

Le Devoir

DANSE

Danses du manque

FRAGMENTS - VOLUME 1

Chorégraphie de Sylvain Émard. Interprétation: Laurence Ramsay, Manuel Roque, Catherine Viau et Monique Miller. À la Cinquième Salle de la Place des Arts jusqu'au 29 octobre.

FRÉDÉRIQUE DOYON

Avec *Fragments - Volume 1*, Sylvain Émard, le chorégraphe derrière le succès du *Grand Continental*, qui conçoit le grand public à un gigantesque set carré contemporain en extérieur, retourne à l'intimité de la scène.

La pièce se compose de trois solos et d'un duo, livrés par Laurence Ramsay, Manuel Roque, Catherine Viau et la comédienne Monique Miller. Les quatre morceaux épars agacent d'abord par l'absence de fil conducteur. Le titre l'annonce, et le chorégraphe ne s'en cache pas: il voulait des pièces détachées, à recomposer en différents programmes. Mais l'enfilade linéaire «*une pièce, un noir, une pièce un noir*», un peu vieillotte dans la forme, finit par peser, ennuyer.

Heureusement, les courtes pièces se font écho et finissent par dessiner un thème récurrent qui ravive l'intérêt du spectateur. Ce sont quatre danses du manque. Sylvain Émard a demandé aux interprètes de



ROBERT ETCHÉVERRY

Laurence Ramsay et Manuel Roque dans *Fragments - Volume 1*, de Sylvain Émard

danser l'urgence. Curieuse paradoxe, c'est l'urgence de s'arrêter, d'errer qu'ils ont choisi d'incarner.

Quand la danse frénétique de Manuel Roque s'arrête ou cède la place à des gestes plus lents, c'est la perte de repères: la tête

en bas, les pieds en l'air, il tente de retrouver l'usage de ses membres. Mais cette soif du vide et du vertige qui vient avec est à peine esquissée.

Il faut attendre le solo très dépouillé et minimal de la non-danseuse pour décoder — dé-

canter — la décharge de danse qui a précédé. Peut-être parce que, du haut de ses 77 ans, Monique Miller laisse le temps à sa seule présence de se déployer, une présence qui fait par moment cruellement défaut aux deux solistes précédents. Le duo masculin final trouve un meilleur équilibre.

On aurait souhaité un peu de texte dans la bouche de Monique Miller, mais force est de reconnaître que sa petite danse silencieuse du vide — bras grands ouverts qui n'accueillent rien, paumes vides qui s'offrent, regard intense —, un brin naïve, permet aux autres solos de résonner. On repense alors au corps de Catherine Viau qui titube quand il n'est pas emporté dans le flot du mouvement, à cet appel d'air de ses bras. N'est-ce pas une sensation familière dans un monde où la vitesse et l'efficacité triomphent au point de nous laisser sans repères dans des moments d'arrêt?

Les pièces de Sylvain Émard sont archichorégraphiées. Comme des bijoux trop polis, dont les reflets parfois trop brillants font oublier la pierre brute: l'humain, sous la peau du danseur. Ce dernier a une belle vitrine, mais, par moments, au détriment du premier.

Le Devoir

40^e Festival du nouveau cinéma

La Louve d'or à Volcano

ODILE TREMBLAY

C'est le très beau film islandais *Volcano*, de Rúnar Rúnarsson, qui a remporté samedi la Louve d'or du meilleur long métrage de la Sélection internationale au 40^e Festival du nouveau cinéma (FNC). Cette histoire d'homme en rédemption (portée brillamment par Theodor Júlíusson), qui, au soir de sa vie, retrouve les gestes de l'amour et de la dignité, a reçu aussi le prix de l'Association québécoise de la critique de cinéma. La terre de glace était à l'honneur puisque le Loup argenté du meilleur court métrage couronna un autre film islandais: *Magma* de Marianna Morkore et Rannvá Káradóttir.

Le laurier d'interprétation est allé à Nadezha Markina pour *Elena* du Russe Zvyagintsev (derrière *Le Retour*), portrait d'une femme et d'une mère déchirée.

Nuit # 1 d'Anne Émond, servi par un excellent duo d'acteurs, Catherine de Léan et Dimitri Storoge, en amants d'un premier soir plongeant en eux-mêmes (déjà primé au Festival de Toronto), a remporté le Prix de l'innovation Daniel Langlois.

La critique, outre son laurier à *Volcano*, a accordé une mention spéciale à *Blue Bird* du Bel-

ge Gust Van Den Berghe, fable initiatique tournée au Togo, mettant en scène deux enfants.

Le poignant film québécois *Roméo Onze* d'Ivan Grbovic, sur un adolescent malmené par la vie, a récolté le Grand Prix Focus. Le laurier dans la section Temps 0 est allé au *road movie* français *Notre jour viendra* de Romain Gavras, avec mention spéciale à *The Ballad of Genesis and Lady Jaye*, une production américaine de Marie Losier.

Versant courts métrages, la comédie musicale *La Fleur de l'âge* du Québécois Pascal Plante récolte une mention spéciale du jury ainsi qu'*Umshini Wam* d'Harmony Korine, produit aux États-Unis. Le Grand Prix Focus court métrage est allé de son côté à *Sur la ligne*, *Variation no 2* des Québécois Mario Calvé et Anne-Marie Turcotte, avec mention spéciale à une autre production québécoise: *June* de Karim Haroun.

Dans la section FNC Lab, consacrée aux œuvres interactives, *Bla Bla* de Vincent Morisset et *La Zone - Retour à Tchernobyl* de Bruno Masi et Guillaume Herbaut, ont été primés ex æquo.

Le 41^e FNC se déroulera du 10 au 21 octobre 2012.

Le Devoir

THÉÂTRE

Entre vous et moi: aucun mur

ENTRE VOUS ET MOI, IL N'Y A QU'UN MUR

Texte et mise en scène: Jocelyn Pelletier. Avec Alexa-Jeanne Dubé, Joanie Lehoux, Frédérique Bradet, Gabriel Fournier, Lucien Ratio. Une production de SUSHI/POISSE/SON/MORT présentée chez Premier Acte jusqu'au 29 octobre.

SYLVIE NICOLAS

Entre vous et moi, il n'y a qu'un mur, qui vient de prendre l'afiche chez Premier Acte, est une proposition forte qui témoigne de la rigueur et du talent des créa-

teurs de la relève, de leur capacité à redessiner les champs d'ombres et de lumière dans lesquels nous gravitons quand nous ne carburons pas à l'élixir du confort et de l'indifférence.

Le lieu désaffecté, conçu par Dominic Thibault, est à l'image de ce que renvoie le texte et les personnages: un fond noir dominant et de rares touches de blanc (papiers déchirés, éléments de décor et de costumes), une scénographie qui s'inscrit en clair dans la désertification de l'âme, du corps et du cœur, en progression cauchemardesque dans nos sociétés. Témoigner de la marchandisa-

tion des corps, de ses abus, de l'obsession de la perfection «*du soi*», suivant le modèle dominant (positivisme et productivité) du «*citoyen ancré dans le monde moderne*», et de tout ce qui fait que nous sommes dépossédés de nos intimités, de nos fragilités et de nos désirs, constitue un enjeu de taille. Un enjeu qui aurait pu tourner au cauchemar théâtral si tous les éléments en place n'avaient pas été à la hauteur du propos.

La hauteur évoquée est réelle. Dubé, Lehoux, Bradet, Fournier, Ratio sont d'une présence déconcertante. Ils possèdent le rythme et le mouvement, maîtrisent leurs

personnages et voyagent sans heurt de l'interprétation détachée au jeu choral et à la chorégraphie des corps, jusqu'aux rives murmurantes de la fragilité. Ils le font avec adresse, sans jamais s'écarter de la vérité des personnages, même quand la vidéo ajoute en exigence à leur jeu. Car, ici aussi, fragments de visage, de corps, de postures, projetés en temps réel, échappent à la démonstration, ou à l'ajout qui ne serait là que pour faire joli.

Une trame sonore tel un grondement souterrain qui viendrait envahir le corps, des éclairages inventifs qui forcent à voir autrement. Une direction et un texte

qui confirment ce que nous pressentions: Jocelyn Pelletier possède une authentique voix dramaturgique, du souffle, des textes qui ont du corps, suffisamment en tout cas pour se prêter au processus de construction/déconstruction qui offre aux acteurs de nombreux possibles.

Cette production n'a un mur que dans le titre parce qu'en fait, elle en abat plusieurs.

Dans son mot du metteur en scène, Pelletier (nous) remercie de croire au théâtre. En fait, entre vous et moi, impossible de faire autrement.

Collaboratrice du Devoir

EN BREF

En tête du box-office

Los Angeles — Le troisième volet de *Paranormal Activity* a pris la tête du box-office nord-américain ce week-end pour sa première semaine d'exploitation, devant les boxeurs de *Real Steel*, selon les chiffres provisoires publiés hier par la société Exhibitor Relations. Le film d'épouvante *Paranormal Activity 3*, qui se penche sur les origines des phénomènes paranormaux qui hantent une jeune fille, a récolté 54 millions de dollars de recettes dans les salles des États-Unis et du Canada. La nouvelle adaptation de la comédie musicale pour adolescents *Footloose* a pris la troisième place. — Agence France-Presse